

La ministre Harel

## UN PIED DE NEZ AUX PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES ?

Le Livre Vert a finalement été déposé par la ministre Louise Harel le 10 décembre 1996. Intitulé *La réforme de la sécurité du revenu : Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi* (PIFE), il propose des mesures régressives.

Ce projet de réforme survient à la fin de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté qui s'est caractérisée par une série de coupures pour les personnes assistées sociales. Parmi ces coupures : il y a l'abolition du barème de disponibilité et la réduction de celui de participation; l'obligation des avoirs liquides à zéro pour être admissible au régime et la relance des non-participants. Sont ensuite venues se greffer la diminution de l'allocation au logement, après la signature des baux, et l'assurance-médicaments obligatoire pour les personnes assistées sociales, cinq mois avant le reste de la population.

### Parcours vers l'enfer !

Le Livre vert contient des mesures appauvrissantes et coercitives. Voici quelques exemples de ce parcours vers l'enfer :

- les barèmes proposés ramenant la prestation de base à 500 \$ par mois pour un adulte, ce qui ne représente qu'environ 50 % du seuil de pauvreté de Statistique Canada (1994);
- la perte du barème de non-disponibilité pour les chefs de famille monoparentale ayant des enfants à charge entre 2 et 6 ans ainsi que pour les personnes qui atteindront l'âge de 55 ans après l'adoption de la loi (perte d'une somme de 100 \$ par mois). Seules les personnes de 55 à 59 ans qui reçoivent déjà ce barème le conserveront;
- la perte de l'allocation de participation de 120 \$ par mois pour les personnes participant à une mesure d'employabilité. Les frais réels encourus dans le ca-

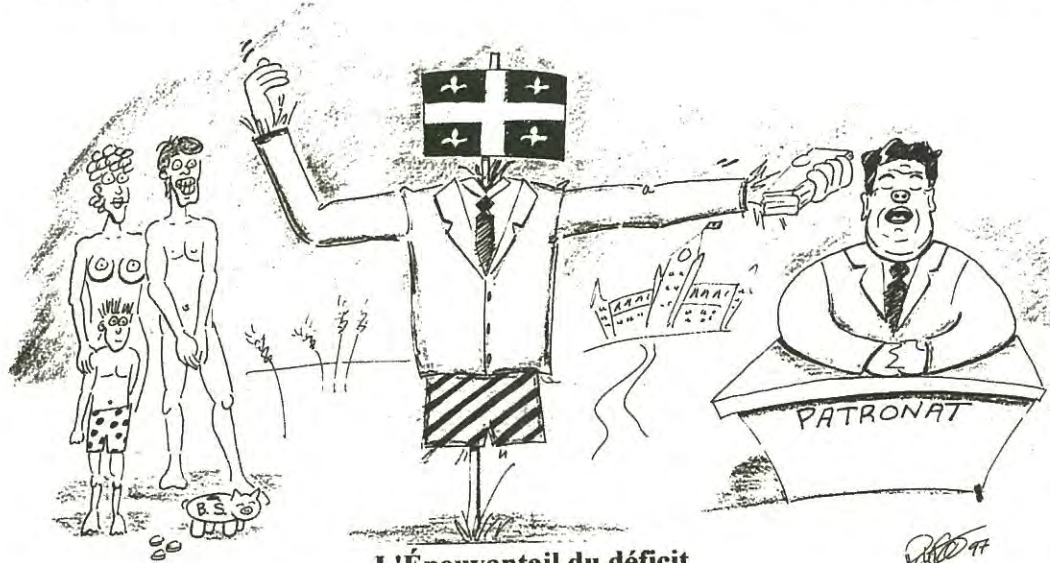
dre de la participation à un PIFE seraient toutefois remboursés;

- l'imposition des prestations. Jusqu'à maintenant les prestations étaient exclues du revenu imposable le maintien de la coupure pour partage du logement (104 \$ par mois);
- la possibilité de versement du montant des loyers à échoir directement par le ministère de la Sécurité du revenu au propriétaire, afin qu'il n'y ait pas d'expulsion, suite à une ordonnance de la Régie du logement;
- une pénalité de 150 \$ par mois pour une période d'un an suite à un refus de prendre part à un PIFE, lorsque c'est obligatoire.

de participation. Ainsi, la ministre affirme que son projet maintiendra au moins la même couverture que par le passé, soit 120 \$ par mois, plus les prestations spéciales couvrant notamment les frais de garde et les coûts d'étude<sup>1</sup>.

Or, le document présentant la réforme stipule, à la page 52, que « Les prestataires recevront la prestation de base d'aide à l'emploi. Les frais de participation à une démarche... seront payés... selon le coût réel de participation. »

Autre contradiction : il y a déjà au Québec plus de 1,2 million de personnes sans emploi. Malgré cela la ministre entend retourner au



### L'Épouvantail du déficit

Un deuxième refus conduirait à une seconde diminution de 150 \$. L'obligation de s'inscrire à un PIFE s'adresserait aux personnes de 18 à 24 ans, dans un premier temps, et ensuite aux chefs de famille monoparentale.

### Contradictions

Depuis le dépôt du Livre vert, madame Harel multiplie ses explications concernant l'abolition du barème

travail ou en formation 100 000 personnes assistées sociales, bien qu'il y ait une liste d'attente de 50 000 personnes pour les programmes existants.

Le non-respect du libre choix pour les familles monoparentales est troublant, particulièrement lorsque cette proposition vient de la ministre responsable de la condition féminine, Louise Harel. **Quoi qu'elle en dise, les femmes ne considèrent**

**pas l'aide sociale comme une caisse de maternité ou une caisse de répit !** Marie Malavoy, son adjointe parlementaire, pense que le choix des femmes est tributaire de leurs revenus : «... j'ai

l'engagement de ce gouvernement de les abolir. Par le passé, madame Harel s'est prononcée contre la saisie des chèques d'aide sociale. Quelle est la différence entre une ordonnance de la Régie du logement et une saisie? Le problème de fond du non-paiement du loyer, c'est l'incapacité de payer et non pas la mauvaise foi.

### En région

Le comité des programmes sociaux de Solidarité populaire Estrie, en lien avec la Coalition nationale sur l'aide sociale, lutte contre la pauvreté. Ce comité s'oppose à toute mesure qui détériore la situation financière des personnes les plus pauvres, assistées sociales ou non. Dans ce contexte, il revendique une large consultation publique sur les revenus de l'État, la redistribution de la richesse et la lutte à la pauvreté.

**Céline Thérberge**  
**Francine Couture**  
Comité des programmes sociaux

<sup>1</sup> La Presse, mardi, 24 décembre 1996. Les assistés sociaux ne sont pas pénalisés par les mesures d'accès à l'emploi, précise Mme Harel.

<sup>2</sup> La Tribune, samedi 14 décembre 1996. J'ai toujours prôné l'autonomie des femmes.

- SOMMAIRE -	
- Capitaliste, capitalisation ... notre ville	P. 2
- Voyage démocratique avec Internet	P. 15
- Culture communautaire	P. 16
»» SUPPLÉMENT INTERNATIONAL ««	
- Évolution au Mali	P. 3
- Antisyndicalisme, des enfants utiles : Nike et Levi's	P. 4
- Culture et pouvoir : les Açores	P. 5
- Variations culturelles au Burkina Faso	P. 6
- Tour du monde - solidarité	P. 8
- Politique et cadres au Sénégal	P. 11
- Le monde journalistique africain, au T	P. 12
- Femme-miroir : l'Inde	P. 13
- Purge anti-plèbe en Irak	P. 14
- Leurre... de l'aide ? Chomski, auteur	P. 15

-- ÉDITORIAL --

BYE, BYE, PAUVRETÉ...

La période des Fêtes a été propice à plusieurs gestes charitables envers les plus démunis de notre société. En Estrie, les médias ont rapporté abondamment plusieurs de ces gestes de compassion de personnes ou organismes du milieu. Bien que ces gestes charitables soulagent temporairement la misère dans laquelle se retrouvent de plus en plus de personnes, un questionnement est de mise sur la situation actuelle.

Contradictoire dites-vous?

Un premier élément réside, sans aucun doute, dans la contradiction flagrante entre le fait que 1996 était l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté (décrétée par l'ONU) et l'augmentation continue (et parfois même accélérée) du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté au Canada et au Québec. Bien que nos "chers" gouvernements aient appuyé l'ONU dans sa démarche, ce sont les premiers à avoir contribué à cette situation et ce, principalement par le biais des coupures dans les programmes sociaux; aide sociale, assurance-chômage (s'excusez, "assurance-emploi"...), assurance médicaments, virage ambulatoire, etc. Évidemment ces différentes politiques gouvernementales sont adoptées sous le couvert de la lutte au déficit et d'une remise en question du rôle de l'État. Cependant, aucune politique significative n'a été adoptée pour que les plus riches de notre société (individus, compagnies et corporations) contribuent davantage aux revenus de l'État. Cette contradiction entre le discours officiel de nos "bons gouvernements" et leurs gestes pratiques frisent l'indécence et le ridicule! C'est à se demander s'ils veulent éliminer la pauvreté ou les pauvres eux-mêmes!!! De plus, il semble que les gouvernements continueront sur cette lancée pour encore plusieurs années...

La "pôvre" pauvreté...

Un deuxième élément fait référence au fait que plusieurs acteurs de la société (dont les médias, les décideurs publics et privés ainsi qu'un certain nombre de personnes dans des organismes charitables ou communautaires) accordent une place super importante à ce phénomène de charité pendant la période des Fêtes (un p'tit coup d'oeil dans La Tribune pour voir...) et en font une promotion insistante. Nous reconnaissons l'importance et la nécessité de cette forme d'aide à court terme. Cependant, n'est-il pas contradictoire de valoriser à ce point le don d'un panier de Noël tout en ne reconnaissant pas le travail fait par certaines personnes ou groupes pour sauvegarder notre filet de protection sociale? (Minimalement, faudrait-il arrêter de dénigrer leur travail!) Un panier de Noël aurait-il plus de valeur qu'une démarche contribuant à bloquer une coupure de 100\$ par mois à l'aide sociale par exemple? Bref, certains contribuant à appauvrir des milliers de personnes (banques, députés, compagnies, etc) se donnent facilement "bonne conscience et bonne image" en participant à ces gestes de charité lors de la période des Fêtes. Et dire que de plus en plus d'organismes communautaires se prêtent à ce jeu...

Pour maintenir l'espoir et le cap sur l'avenir

Un troisième élément soulève la question de la perception de la pauvreté dans le public en général. En Estrie, un travail intéressant et important a été fait pour démystifier la pauvreté (série d'émissions au canal communautaire, série d'articles dans La Tribune, etc) et pour solidariser l'ensemble de la société autour de cette question (la Marche aux flambeaux à Sherbrooke avec la participation d'environ 1,300 personnes en est l'exemple le plus percutant). Ce travail positif sur la question de la pauvreté ne devrait pas demeurer lettre morte et surtout, devrait se développer davantage vers un sérieux questionnement sur les causes véritables de cette pauvreté et contribuer à lutter véritablement contre celles-ci.

Et quand nous aurons une véritable perspective de lutte contre la pauvreté, peut-être alors reprendrons-nous espoir en l'avènement d'une société basée sur des principes d'équité et de justice sociale... En attendant, qu'attendons-nous?

L'équipe de rédaction



Illustration : Jonathan Charland

PRIVATISATION DES EFFECTIFS À LA VILLE DE SHERBROOKE

Dans sa lettre adressée à madame Charlotte Gosselin, de la Division des communications, Carole Archambault s'interroge sur la privatisation des effectifs de la Ville de Sherbrooke. *Entrée Libre* a décidé de publier cette lettre qui exprime à la fois les préoccupations de madame Archambault et celles de plusieurs autres citoyennes et citoyens qui, comme elle, veulent en savoir davantage à ce sujet avant de croire qu'il s'agit là d'un plus pour celle qui se veut « plus qu'une ville ».

Dans le bulletin d'information municipal, vol. 9 n° 7 de novembre 1996, je peux constater la tendance du conseil de ville à opter pour une privatisation de ses effectifs. La privatisation du mont Bellevue est un premier pas dans ce sens. Pour justifier son choix, on affirme et je cite : « ...améliorer le service à la clientèle et de réduire les coûts d'exploitation, la Ville de Sherbrooke innove dans sa façon de faire en confiant à l'entreprise privée... »

Présentement plusieurs citoyennes et citoyens se questionnent sur les avantages et/ou désavantages à la privatisation de ces ser-

vices. Monsieur Rémi Trudel, du ministère des Affaires municipales, a tenu des propos quant à l'intention du Ministre d'instaurer une loi en rapport avec la Société d'économie mixte (SEM). Par ailleurs, au mois de mars dernier, le rapport de l'Institut national de recherche en Santé (INRS) met le gouvernement en garde des risques de conflits d'intérêts, du contrôle de la qualité, du contrôle des prix, etc... que peut engendrer la création des SEM.

La Ville dit améliorer le service en privatisant, d'autres affirment que c'est un plus pour les ci-

toyennes et citoyens. En ce qui me concerne, je crois qu'il est prématuré d'annoncer l'efficacité du partenariat entre le privé et le public.

C'est pourquoi j'aimerais qu'*Info-Sherbrookoise* s'attarde à nous donner l'information quant aux politiques réelles de la Ville de Sherbrooke à ce sujet et à nous démontrer tous les aspects que peut comporter un tel mariage.

Merci de votre attention,  
[...]

**Carole Archambault**  
Membre du collectif

Journal communautaire  
bimestriel



187, rue Laurier, local 317  
Sherbrooke, (Québec)  
J1H 4Z4  
Tél. : 821-2270

**AMECQ** Association des  
Médias écrits  
communautaires  
du Québec

Équipe de rédaction

Carole Archambault  
Yves Couturier  
Maryse Dumont  
Normand Gilbert  
Monique Hébert  
Yves Olivier  
Geneviève Soares  
Hélène Tremblay

Responsable de  
l'information

Hélène Tremblay  
Mise en page  
Normand Gilbert  
Monique Hébert  
Geneviève Soares  
Hélène Tremblay  
Caricatures  
Patrice Roy  
Jonathan Charland

Collaborateurs-trices

Togoata Apedo-Amah  
Carole Archambault  
Alexandre Badibanga  
Julie Beaudreau  
Michèle Boissinot  
Louise Boivin  
Diane Cossette  
Francine Couture  
Yves Couturier  
Maryse Dumont  
Noëlla Fauteux  
Jean-Philippe Fortin  
Manon Hogue  
Marco Labrie  
Suzanne Olif  
Alain Robert  
Alain-Théophile Sané  
Barbara Sérandour  
Stéphane Soucy  
Céline Thérberge

Éditeur: La Voix Ferrée inc.

Impression: The Record

Distribution:  
Distributions publicitaires Estrie

Poste Publication: Enrg. 7082  
Dépôt légal, premier trimestre 1997.

Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution  
GRATUITE délimité par les rues  
Queen au nord, Saint-Joseph au  
sud, Le Phare à l'ouest et par la  
rivière Saint-François pour l'est.

Supplément  
International

# International

Supplément  
International

Stage à l'étranger

## UNE EXPÉRIENCE DE SOLIDARITÉ

Étant au terme de trois années d'étude en techniques de travail social, je m'appête à vivre, dans les semaines à venir, une expérience des plus extraordinaires. En effet, neuf autres étudiants et moi irons travailler à Bamako au Mali, dans le cadre d'un stage d'intervention, offert par le Carrefour de solidarité internationale (C.S.I.).

Le C.S.I. est un regroupement de plus de 30 organismes de coopération internationale et s'occupe entre autre de projets de développement, de communication sociale et de stages à l'international. Il est subventionné en majeure partie par l'Agence Canadienne de Développement International

(A.C.D.I.). C'est donc de cette dernière que proviennent plus des deux-tiers du capital nécessaire au déroulement du stage. L'autre tiers, soit environ 20 000 \$, émane de notre apport personnel et des appuis recueillis dans nos milieux.

### Un terrain d'échange

Ce stage consiste en quelque sorte et de manière générale, à vivre une expérience de quinze semaines en collaboration internationale pour, entre autres, augmenter les liens de solidarité entre les gens du Nord et ceux du Sud. Aussi, le stage me permettra de me sensibiliser à une réalité vécue ailleurs qu'au Québec et ainsi prendre conscience des phénomènes du

développement socio-politico-économique du pays d'accueil, le Mali.

maximum. Les Maliens n'utilisent pas tout à fait l'espace temps de la mē-



À chaque jour suffit sa peine. Pourquoi s'inquiéter de demain alors qu'il y a tant à faire aujourd'hui ?

Outre les objectifs pédagogiques, j'ai dans l'espoir que le stage me permette de me questionner sur mes valeurs socio-économiques de nord-américain. J'espère qu'à mon retour, je saurai mieux savourer le temps qu'il m'est donné à vivre tout en l'exploitant à son

me manière que nous, ils pratiquent le *ici et maintenant* au lieu de notre *demain en espérant*.

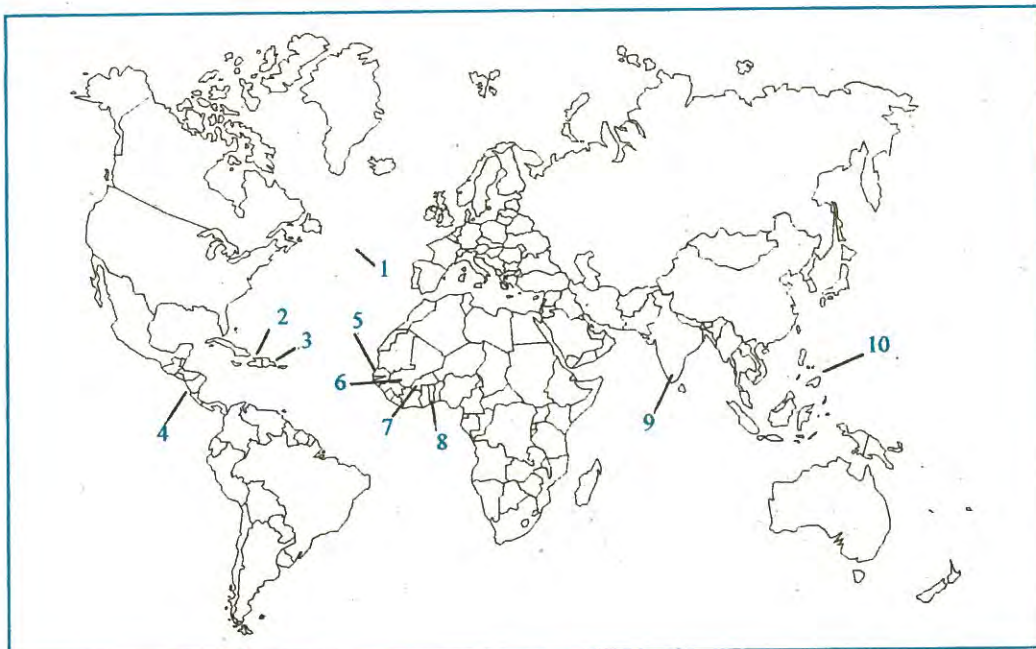
### Un empire disparu

En parlant du Mali, il fut jadis un très grand empire où l'or coulait à flots et où la culture était parmi les

plus grandes. De nos jours, la situation a quelque peu changé. La culture demeure toujours, mais pour ce qui est de l'or... Privé d'accès à la mer et victime de la sécheresse, le Mali est l'un des pays les plus pauvres du monde, selon la Banque mondiale.

Je me sens vraiment privilégié de faire ce stage. C'est une expérience qui me marquera pour le reste de ma vie. Pour cela, je remercie sincèrement le Carrefour de solidarité internationale ainsi que tous ceux qui ont donné temps et argent et sans qui la réalisation de ce stage ne saurait être.

**Jean-Philippe Fortin**  
Étudiant



Dans ce numéro spécial, Entrée Libre présente un supplément qui permettra à nos lectrices et lecteurs de se sensibiliser davantage aux questions internationales et à l'importance d'une plus grande solidarité entre nous certes, mais aussi entre tous les peuples de la Terre. Qu'il s'agisse d'aspects politiques, sociologiques ou économiques, nous espérons que vous en apprendrez un peu plus sur des pays tels que:

- |                              |                     |
|------------------------------|---------------------|
| 1. LES AÇORES                | 6. LE MALI          |
| 2. HAÏTI                     | 7. LE BURKINA FASO  |
| 3. LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 8. LE TOGO          |
| 4. LE NICARAGUA              | 9. L'INDE           |
| 5. LE SÉNÉGAL                | 10. LES PHILIPPINES |

Nous désirons souligner que ce supplément a été rendu possible  
grâce à la collaboration  
du Carrefour de solidarité internationale (CSI)

## NOUVEAU DÉPART POUR HAÏTI

En septembre 1994, Jean-Bertrand Aristide était réinstauré au pouvoir, trois ans après son expatriation forcée d'Haïti, suite à un coup d'État mené par le général Cédras. L'opération américaine, sous l'égide des Nations Unies, pour redonner la démocratie à ce pays démuné fut un succès.

Depuis lors, le vrai test fut de garder un certain contrôle sur les bandes armées tout en aidant la communauté durant cette période de transition. L'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros-Boutros Ghali, a recommandé en octobre dernier le maintien de la présence militaire et policière internationale dans ce pays au delà du 30 novembre 1996, date à laquelle le mandat de maintien de la paix prenait fin.

### L'espoir du changement

Ce qu'il faut comprendre, c'est le danger que le chaos revienne aussitôt les troupes reparties. Le cas d'Haïti n'est pas unique; nous n'avons qu'à penser à Chypre où l'ONU est présente depuis bientôt trente ans! Il n'est pas exagéré de dire que tout reste à y faire; que ce soit du côté économique, social, médical ou de l'éducation.

Le président actuel, René Préval, est très conscient du sentiment d'impuissance et de grande frustration de son peuple. Il sympathise avec lui et lui demande d'être patient. La justice et l'économie sont ses deux grandes priorités et elles ne peuvent être accomplies d'un seul coup. Mais pour certains, la patience peut signifier la mort. En effet, des milliers d'enfants haïtiens vont mourir en 1997 faute de soins appropriés.

Parmi les plusieurs pauvres et les sans abris, le SIDA, la tuberculose et les maladies infectieuses affluent à cause des conditions sanitaires dégradantes et de la malnutrition. Ces personnes blâment le gouvernement qui a été incapable de leur fournir un emploi pour se payer nourriture et soins. Par exemple, pour faire hospitaliser un enfant, il en coûterait à

ses parents \$27 par jour. C'est 20 fois le salaire d'une journée de travail! Il faut savoir que le taux de sans emploi frôle le 50% et que tant que les capitaux étrangers ne seront pas investis à Haïti, les choses demeureront quasi inchangées.

### La faim et la mortalité chez les enfants

Selon un rapport de l'UNICEF, la faim chronique et persistante chez les enfants a doublé depuis 1990. Dans ce pays de 7 millions de personnes, 29% d'entre eux en souffrent. Le Dr Flora Sibanda-Mulder, épidémiologiste, déclare que cette malnutrition est un facteur contribuant à la diarrhée: deuxième cause de décès chez les moins de 5 ans. Mais il n'y a pas que l'économie, le logement, l'éducation et le domaine de la santé à reconstruire. La

justice et la force policière haïtienne sont au centre de l'équation, car sans elles, le reste ne peut être envisagé sérieusement. Pour ce faire, il y a une part de la population qui vivait de la corruption et de l'extorsion qu'il faut neutraliser. C'est exactement ce que la mission des Nations Unies à Haïti compte réaliser en formant sur place une force de police civile. Les instructeurs volontaires proviennent de corps de police du Canada, de la France, du Bénin, d'Autriche et d'Algérie. Une fois la formation complétée, les recrues sont déployées d'abord dans des bidonvilles comme Grand-Gibier, Cité-Soleil ou la capitale Port-au-Prince.

Comme nous pouvons le constater, les choses s'améliorent avec l'aide internationale. Une aide visant plus l'éducation et la formation



Photo: Jean-François Leblanc

plutôt que la création d'un État de dépendance. Il n'est pas un jour à Haïti sans qu'il y ait des attentats meurtriers, sans que la faim fasse des ravages ou que l'espoir soit ténu. Mais à moins de revirements soudains et dramatiques en 1997, la situation haïtienne s'améliore lentement mais sûrement. Si vous avez des questions sur le rôle des Nations Unies à Haïti, vous pouvez les acheminer à l'adresse suivante :

Club des Nations Unies de l'Université de Sherbrooke, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 2500 Boul. Université, Sherbrooke Québec, J1K 2A1.

Stéphane Soucy

Pour la seconde fois, Développement et Paix fait appel à vous contre :

## L'EXPLOITATION ET L'ABUS DE POUVOIR

### LES PERSONNES D'ABORD!

# NIKE

Cher M. Knight (Nike Inc.)

Je suis préoccupé-e du sort des travailleurs qui sont touchés par l'accroissement de la compétition mondiale. Les codes de conduite, s'ils sont respectés, peuvent assurer une meilleure qualité de vie à des travailleurs et travailleuses du monde entier. L'an dernier, vous avez reçu un grand nombre de pétitions vous demandant de mettre en place une vérification indépendante qui aurait permis d'assurer que vos sous-traitants respectent votre code. Vous avez dit "non" à cette demande. En tant que consommateur-trice, je crois fermement que les hommes et les femmes qui produisent les biens que je porte doivent être traités de façon juste. Je vous demande donc de permettre la vérification indépendante de votre code de conduite afin de faire respecter les droits et les conditions de travail de ces travailleurs.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

### LES PERSONNES D'ABORD!

# LEVI'S

Cher M. Haas (Levi Strauss & Co.)

Je suis préoccupé-e du sort des travailleurs qui sont touchés par l'accroissement de la compétition mondiale. Les codes de conduite, s'ils sont respectés, peuvent assurer une meilleure qualité de vie à des travailleurs et travailleuses du monde entier. L'an dernier, vous avez reçu un grand nombre de pétitions vous demandant de mettre en place une vérification indépendante qui aurait permis d'assurer que vos sous-traitants respectent votre code. Vous avez dit "non" à cette demande. En tant que consommateur-trice, je crois fermement que les hommes et les femmes qui produisent les biens que je porte doivent être traités de façon juste. Je vous demande donc de permettre la vérification indépendante de votre code de conduite afin de faire respecter les droits et les conditions de travail de ces travailleurs.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Une façon d'assurer des conditions de travail décentes et des salaires convenables est d'instaurer une vérification indépendante des codes de conduite. Si nous n'agissons pas maintenant, il ne va y avoir que du chômage élevé dans les pays comme le Canada et de la misère dans les pays du Tiers-Monde. Et oui, les compagnies ferment leurs usines au Canada et aux États-Unis parce qu'elles peuvent payer des salaires moins élevés ailleurs. Souvent, les noms des compagnies changent lorsqu'elles déménagent à un pays du Tiers-Monde. Oui, vous pouvez faire bouger les choses en signant les deux lettres ci-contre. Plus de 80 000 personnes ont signé les pétitions adressées à Nike et à Levi's en 95/96. Jusqu'à maintenant, les deux compagnies ont refusé la vérification indépendante des conditions de travail. Toutefois, d'autres compagnies, notamment GAP, s'appêtent à le faire. Il faut donc continuer la pression et espérer changer la façon de faire des grosses corporations comme Fisher-Price, General Motors, Johnson & Johnson, Chrysler, Sears, Firestone et Xerox. Même si on trouve dans les codes d'éthique élaborés par Nike et Levi's dès le début des années 90, des considérations sur le salaire minimum, la sécurité des employés, le respect de l'environnement et la durée de la semaine de travail, ces codes de conduite ne sont pas mis en application par leurs sous-traitants d'une façon convaincante comme l'illustrent les exemples suivants : Claudia Molina dès dix sept ans travaillait dans une usine de sous-traitance à Honduras jusqu'à 88 heures par semaine (souvent sans une journée de repos), pour produire des vêtements qui se vendent très cher chez nous. Toujours à Honduras, une fillette de onze ans travaille dans une usine qui produit des vêtements pour le géant Levi's. Quant à Sadisah, une Indonésienne fabriquait des chaussures Nike chez un sous-traitant qui l'a frappée et congédiée pour avoir protesté contre les conditions inhumaines de travail. Unissons-nous donc pour la Dignité des Personnes et contre les lois du marché et la compétition!

(Extraits des commentaires de Martha Obeja Dominguez de la coalition pour la justice dans les Maquilladoras et de Développement et Paix.)

Suzanne Olif  
Francine Couture  
Développement et Paix

Envoyez à : Développement et Paix, 187 Laurier, Sherbrooke, Qué., J1H 4Z4.

## LA DÉCOUVERTE D'UN NOUVEAU MONDE

Quand il nous arrive l'opportunité d'aller vivre dans un autre pays, on pense au climat, au changement, au nouveau et à l'aventure. Par contre, on oublie souvent de penser aux barrières et aux conflits existentiels qui peuvent s'installer entre les gens de culture différentes. Ces barrières, selon moi, viennent défier nos capacités de communication, de compréhension, d'acceptation et surtout, de survie!

J'avais neuf ans quand mon père décida de retourner dans son pays natal: les Açores! Ces neuf petites îles forment un archipel en plein milieu de l'Atlantique Nord et appartient au Portugal. C'était le départ vers l'aventure! J'ignorais complètement ce qui m'attendait. En fait, je ne parlais même pas le portugais!

## La pauvreté

Les mois passèrent et avec la curiosité des gens du village, qui savaient que "les Français" étaient arrivés, ce ne fut pas très long avant qu'on vienne chez nous voir quelle sorte de monde nous étions. Alors, je me suis fait des amies et avec leurs quelques mots de français, et mes quelques mots de portugais, on réussissait parfois à se comprendre. Quand une de mes copines m'invita chez elle, je fus confrontée à une réalité complètement différente de la mienne, une réalité dont j'ignorais

l'existence: la pauvreté. Sa famille était composée de sa mère et de ses quatre frères et soeurs (âgés entre 5 et 17 ans), leur père étant décédé.



Les Açores sont des îles volcaniques très montagneuses, on voit ici l'île de São Miguel qui a été nommée "l'île verte" dû à l'abondance de sa végétation.

Dû à l'inexistence de programmes sociaux dans ces îles, aucun des enfants ne fréquentait l'école. Ils devaient tous travailler (les filles, comme femmes de ménage, les garçons, sur les terres), pour aider à nourrir la famille et même ainsi, leur alimentation restait minable.

Leur maison n'avait que trois pièces: une toute petite entrée, une chambre à coucher et une cuisine. Le plancher était en terre battue, il n'y avait ni électricité ni téléphone. Ils dormaient tous dans les deux seuls lits qu'il

y avait, sur des matelas de feuilles de maïs séchées. Nous les Québécois, on se croit pauvres, mais qu'est-ce la pauvreté?

## La culture

Les différences culturelles sont parfois très encombrantes. En tant que jeune fille, il était pour moi parfaitement naturel de porter des "culottes courtes" pendant les mois d'été. Ce que j'ignorais, c'était que, d'une part les jeunes filles n'avaient pas l'habitude de se promener dans les rues, (elles restaient à la maison pour faire le ménage et la cuisine), et d'autre part, elles ne paraient surtout pas en "culottes courtes"! La religion joue un rôle très important dans la cultu-

re portugaise; une fille qui s'expose de la sorte, vit certainement dans le péché. Pour cela, plusieurs mères du village, empêchaient leurs filles de jouer avec moi ou même de m'adresser la parole.

## L'éducation

Une fois la langue apprise, il me fallait aller à l'école. Le système d'éducation dans ces îles est vraiment très simple; les notes vont de 1 à 5: 1 et 2, tu "coules"; 3,4 et 5, tu "passes". Il n'y a pas de système d'accumulation de crédit, et les études secondaires comportent une année de plus qu'au Québec. Bien sûr, j'ai obtenu mon diplôme, mais celui-ci ne représente absolument rien au Québec.

J'ai habité l'île de São Miguel, ce petit coin de paradis, pendant 6 ans. Au cours de ces années, j'ai appris à comprendre la culture, son origine et pourquoi les choses se passaient d'une certai-

ne façon, plutôt que d'une autre. Ce ne sont là que de petits exemples qui peuvent aider à voir (ou à se rappeler) à quel point la religion peut influencer la culture d'un peuple. Ce fut l'expérience la plus enrichissante de ma vie.

Au Québec, on s'attend à ce que les immigrants adoptent notre culture au moment où ils mettent les pieds chez nous.

Alors je vous demande: étais-je dans le tort de porter mes "culottes courtes" alors que j'ignorais que la culture censurait ce genre de chose? Même après, j'ai continué à les porter, en me disant que moi, j'étais Québécoise et qu'ils se devaient de m'accepter telle que j'étais.

Que cela veut-il dire? Ne devrions-nous pas simplement accepter les gens d'autres pays tels qu'ils sont?

Geneviève Soares

## LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Au sortir de l'avion, baignée dans une chaleur intense, je recule de quelques pas croyant perdre pied. Le soleil m'éblouit. Dans un "flash" je revois les énormes bancs de neige de Montréal et je me dis: "Quelle chance d'être là!"...

En arrivant, deux choses me frappent la prostitution très répandue et les maternités fréquentes chez les femmes de quinze à dix-sept ans.

## La maternité précoce

À mon regard et dans mes valeurs de Nord-Américaine se lit un grand étonnement face au phénomène de la maternité chez les adolescentes car au Québec, cela fait référence à une autre époque. Pourtant, dans le contexte dominicain il semble normal d'être mère si jeune. Je me suis posée la question à savoir quelle est la cause de ce phénomène en série. Entre autres, on note l'absence de moyens contraceptifs ensuite, le manque d'information sur le cycle de la femme entre en ligne de compte et bien sûr le fait que les gens sont plus instinctifs. Ils vivent dans le moment présent sans se préoccuper des conséquences.

Quand ces jeunes filles arrivent de leur petit village et débarquent en ville pour trouver du travail, deux choix s'offrent à elles; le premier est la prostitution et le second, femme de ménage. Elles optent le plus souvent pour le premier qui est plus payant et avec tous les touristes qui passent par là durant l'hiver, c'est facile de ramasser une petite somme pour survivre pendant la période estivale (saison creuse).

## Les enfants sans abri

Un matin, levée très tôt, je quitte mon hôtel vers 6h30 pour aller déjeuner au centre-ville et là un choc m'attend; devant la porte d'un magasin, je vois des enfants allongés, couchés par terre sur des journaux, recroquevillés, pieds nus, ils rêvent... À quoi rêvent-ils? J'ai les larmes aux yeux, cela me donne envie d'ouvrir un gîte

pour enfants abandonnés, si seulement je pouvais les amener avec moi au Québec peut-être auraient-ils une chance de s'en sortir. Ces petits enfants ont environ six ou sept ans et quand on pense à leur avenir, ce n'est pas très rassurant, je l'avoue. Ici on reproduit le cycle de la pauvreté de génération en génération et tous ces beaux enfants nés d'un amour libre sont d'après leur destin voués à la misère à coup sûr.

## Les conditions de vie

Un soir, une copine dominicaine m'invite chez sa tante qui habite la ville de Sosua. La femme chez qui nous allons a trois enfants, deux fils de dix et huit ans et une fille de quatre ans.

Les cabanes regroupées entre elles sont faites de taule, n'ont pas d'électricité; on s'éclairait avec de toute petites lampes et à la chandelle. La



Des enfants trainent sur les plages de Sosua, offrant des services pour quelques sous. cela donne un peu d'argent à la famille. La petite de quatre ans présente une maladie inconnue: elle perd ses cheveux par plaques, sa mère ne peut l'amener chez le médecin car cela coûte cher. Elle la soigne avec des plantes.

## La chaleur du peuple

À peine entrée dans la maison je suis accueillie par le sourire de la mère, sa joie de nous voir... et la grande misère dans laquelle elle vit avec ses enfants. Ces gens sont simples et vrais, ils ne sont nullement embarrassés par leur pauvreté. Dans la maison il y a trois chaises brisées, la mère m'offre de m'asseoir et reste debout elle me pose des questions en espagnol sur la vie au Québec que ma copine me traduit en français.

Le plus vieux des garçons vend des fruits sur la plage;

Anne LeBlanc

Revirement au Nicaragua

## AMÈRE DÉSILLUSION

Les élections du 20 octobre dernier au Nicaragua ont été un revers cuisant pour le Front de libération nationale (FSLN).

Son candidat à la présidence, l'ancien président Daniel Ortega, n'a obtenu que 38 % du vote contre 51 % pour le candidat de la droite, Aleman, maire de la capitale, Managua. Pour les élections parlementaires, le Front a recueilli 36 % du vote contre 46 % pour l'Alliance libérale d'Aleman. Il ne s'agit pas de nier qu'il y a eu beaucoup d'irrégularités mais de constater que l'ampleur de la défaite de la gauche s'explique davantage par le tournant de droite du FSLN. L'incapacité de celui-ci à renouer avec ses racines révolutionnaires s'explique sans doute par le « nouvel ordre mondial » mais il s'enracine aussi dans la consolidation d'une caste de privilégiés à la tête du parti, et cela dès avant la défaite électorale des sandinistes en mars 1990.

Ortega n'avait pas ménagé les déclarations conciliantes, les ouvertures en direction de la bourgeoisie, les bonnes manières à l'intention des États-Unis, au point que la grande presse s'est plu à relever une conversion spectaculaire à « l'économie du marché », le renoncement à tout projet révolutionnaire. Il ne s'agit malheureusement pas seulement d'un discours de circonstance, mais de l'évolution de la direction sandiniste au cours des six années écoulées depuis qu'ils ont quitté le pouvoir, après les élections de 90.

À l'époque, les sandinistes avaient perdu la tête haute l'épuisante guerre d'usure qui avaient ruiné l'économie, et eu raison de la capacité de résistance du peuple nicaraguayen. Un an plus tard, les militants s'étaient remis en

ordre de bataille, décidés à défendre les conquêtes de la révolution comme en témoignaient les nombreuses grèves contre le gouvernement et réclamé des comptes à propos de la corruption et de l'enrichissement personnel des dirigeants sandinistes.

En vain, au nom des intérêts du parti, Ortega a couvert ces agissements, censés fournir au parti des moyens financiers. S'est ainsi consolidée ce que ses adversaires décrivent comme une caste des hommes d'affaires sandinistes plus préoccupés de voir juguler l'inflation que d'aider les travailleurs à se battre pour leurs salaires et leurs droits ce qui porte un tort considérable au Front sandiniste, mais n'est pas l'élément décisif de l'évolution de la direction du front de libération.

Au premier comme au second congrès, tenu en mai, Ortega s'est appuyé sur la base combative pour asseoir

son autorité et neutraliser ses adversaires, soit le courant dirigé par Sergio Ramirez qui devait rompre quelque mois plus tard pour former le Mouvement du renouveau sandiniste et connaître un cinglant revers électoral lors du récent scrutin. Alors président du groupe parlementaire sandiniste, Ramirez appelait à une clarification de la politique du Front, écartelée entre un soutien actif à Chamorro, et son engagement résolu dans les luttes contre la politique néolibérale de ce même gouvernement. L'évolution de la situation internationale a fait le reste. Aleman peut multiplier aujourd'hui les déclarations conciliantes, appeler à l'unité nationale la plus large, sandinistes compris, pour « redresser le pays », il lui est difficile de s'émanciper du camp qui le soutient et à qui il doit sa victoire. C'est pour écarter cette droite que la direction sandiniste a multiplié les

concessions au gouvernement de Chamorro, et cherché dans ces élections à se concilier autant de faveurs, Ortega allant jusqu'à choisir comme colistier un ancien dirigeant du COSEP, la puissante organisation patronale nicaraguayenne.

La défaite du parti n'en est que plus amère. Le Front, malgré les errements de sa politique, a recueilli les suffrages de tous ceux qui comprennent bien qu'ils n'ont d'autre instrument de lutte pour se défendre de la politique austère qu'annonce la victoire d'Aleman. Mais il a peu d'espoir que cette volonté conduite à un changement politique et directionnel dans un parti où Ortega a su neutraliser les oppositions. Tirons les leçons de cette défaite et revenons aux sources du sandinisme, un mouvement profondément révolutionnaire.

Auteur : Pierre Sylvain

Tiré de la Gauche n° 50, p 14, déc. 96

Vie de famille au Burkina Faso

## DES SOURIRES PLEIN LES YEUX

Le 21 mars dernier, en compagnie d'un coéquipier montréalais, je m'envolais vers le Burkina Faso pour y effectuer un stage à saveur interculturelle. Le Burkina Faso, autrefois appelé Haute-Volta, est un petit pays d'Afrique de l'Ouest qui est en voie de développement et qui fait parti du Sahel. Le Sahel est une bande près du désert qui ne reçoit que de 30 à 40 centimètres de pluie annuellement; les pays en faisant partie font donc face à un problème de sécheresse et de désertification.

Depuis longtemps, je songeais à vivre une expérience de partage en Afrique. J'ai pu réaliser ce projet grâce au programme « Québec sans frontières » créé et financé partiellement par le gouvernement du Québec. Mon stage a duré deux mois. Tout d'abord, j'ai participé à la réalisation d'une série documentaire portant sur plusieurs pays d'Afrique, dont le Burkina Faso, sous le thème « jeunes bâtisseurs de l'Afrique. » Avec l'équipe de tournage, je me suis donc déplacée à l'intérieur du pays durant quelques jours, pour voir certains projets et certaines actions menés par les jeunes. Les principales activités économiques sont l'agriculture et l'élevage.

La deuxième partie du stage s'est déroulée à Ouagadougou, la capitale, où nous avons surtout participé aux activités d'un centre psycho-

éducatif pour enfants handicapés et à celles d'une école primaire.

### Inoubliable Soumiaga

Puis, nous sommes partis plus au nord du pays, plus près du désert, dans un tout petit village nommé Sou-



Diane Cossette en compagnie d'enfants du village de Soumiaga.

miaga. Dès notre arrivée, les villageois se sont regroupés autour de nous et ils nous ont demandé de chanter et de danser pour eux... Les rires fusaient de toutes parts et il était certain, en re-

gardant leurs yeux, qu'ils étaient sincèrement ravis de nous accueillir chez eux.

Les villageois ne parlant que le mooré (un des nombreux dialectes utilisés), certains de leurs enfants, chanceux de fréquenter l'école où ils apprenaient le français, é-

taient nos interprètes. Avec ces gens, nous avons partagé leurs activités quotidiennes et, croyez-moi, notre calendrier de stage a été bien rempli. Mais, il y avait quand même toujours une

place pour échanger, discuter et fraterniser : le temps d'être là juste pour le plaisir de se connaître. Par ces relations, des idées se sont confrontées, des questions se sont posées, des choses se sont parfois comprises, des rires ont résonné... des cultures différentes se sont rejointes et des liens d'amitié sont nés. Les relations entre Burkinabès s'avèrent plus « chaleureuses » que celles des Québécois, entre eux, en général. Beaucoup de familles n'ayant pas de téléphone, elles nourrissent leurs relations interpersonnelles par le dialogue et l'échange.

En somme, les gens vivent davantage en famille (parents-frères-soeurs et enfants de ceux-ci dans une même cour) et sont plus axés sur la communauté que chez nous. Il s'en dégage généralement moins d'isolement et un réseau social plus solide.

### Un pays riche?

Néanmoins, pour eux, le Canada est le pays des rêves. Tout le monde souhaite y venir un jour. Ils étaient, par contre, des plus incroyables lorsque je leur parlais de conditions socio-économi-

ques difficiles, de pauvreté... et doutaient que je n'use de plaisanteries lorsque j'abordais la question des sans-abri : « Un pays si riche? » disaient-ils. Eh! oui...

Bien sûr, l'enrichissement apporté par un tel stage est immense. Enrichissement par l'opportunité d'apprendre, énormément, de gens qui ont un mode de vie différent du nôtre, (religion - éducation - traditions - soins de santé - économie - situation de la femme, etc). Enrichissement par les émotions que ce stage m'a fait vivre, et parce qu'il m'a permis aussi de repousser mes limites encore plus loin et d'accroître ma capacité d'adaptation.

Nul besoin de dire, que j'aurais sincèrement voulu prolonger mon séjour là-bas... et que je songe peut-être à y retourner.

Diane Cossette  
Stagiaire

# LA SENSIBILISATION

**Le Carrefour de solidarité internationale (CSI) compte parmi ses objectifs prioritaires celui d'informer et de sensibiliser la population estrienne aux réalités des pays du Sud. Il va de soi en effet que l'éducation du public soit un axe important pour un regroupement comme le CSI, dont le mandat est de rassembler des organismes voués à la solidarité et à la solidarité internationale en particulier.**

Au CSI, on affirme que l'éducation du public est la locomotive qui entraîne tout le reste. Le but poursuivi est d'accroître la solidarité de la population estrienne envers les populations du Sud. D'ailleurs, dans son rapport d'évaluation commandé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Alain Boisvert note: «La capacité de mobilisation régionale du CSI est en fait la clé de son succès.»

François Faucher, coordonnateur général du CSI, explique que cette question de mobilisation est fondamentale. C'est autour de cette préoccupation que plusieurs personnes ont décidé de former des groupes de solidarité et de coopération. Ceux qui existaient déjà ont vu leurs actions consolidées.

## Impact et succès

Le CSI a élaboré son programme d'éducation du public au développement en diversifiant ses interventions. Toutes ces activités ont permis, au cours des années, non seulement de sensibiliser plusieurs personnes, mais de créer des liens profonds et durables avec plusieurs organisations estriennes.

À titre d'exemple, chaque semaine, depuis une dizaine d'années, le CSI produit une émission de radio à CFLX et une émission de télévision à Vidéotron, stations communautaires de Sherbrooke. Une fois par mois, il s'organise des conférences publiques en collaboration avec la Bibliothèque

Éva-Sénécal et, par ailleurs, le Carrefour coordonne également la projection des films de l'Office national du film qui traitent des questions Nord-Sud. Plusieurs événements s'organisent ponctuellement ou en liaison avec d'autres activités. Ainsi, des expositions, des capsules radio diffusées sur les stations commerciales, des spectacles de musique s'ajoutent souvent à des activités de plus grande envergure, comme le Festival Images du Sud. Ce festival, organisé avec la Maison du Cinéma, en est à sa 7<sup>e</sup> édition et permet aux cinéphiles d'être informés sur les préoccupations des gens du Sud en donnant accès à une cinématographie qui, autrement, serait absente du paysage



Alexandre Badibanga et Bernard Kouchner se préparent à un enregistrement pour l'émission « Village planétaire », diffusée sur les ondes de CFLX 95,5 FM.

estrien. C'est aussi l'occasion de rencontrer des créateurs en chair et en os, les cinéastes qui viennent les entretenir de leur création, de leurs rêves et de leurs projets.

De son côté, le Festival *Les jours sont contés* en Estrie réunit, depuis déjà quatre ans et avec un succès grandissant, des conteurs d'ici et d'ailleurs. Enfin, depuis cinq ans, le prix Sciences et dévelop-

pement offert lors de l'Expo-sciences de l'Estrie, encourage les jeunes à présenter des projets pouvant servir les progrès technologiques des pays du Sud.

Le Carrefour offre également un soutien financier unique aux groupes membres qui désirent présenter des projets d'éducation. En 1995, par exemple, une quinzaine de groupes ont pu se partager la somme de 50 000 dollars.

Depuis dix ans, par son programme Afrique, le CSI a en outre réussi à rejoindre des groupes comme le Centre de santé des femmes ou le Regroupement des garderies des Cantons de l'Est qui, à l'occasion, partagent leur expérience avec des invi-

tés d'Afrique, ce qui a donné lieu à plusieurs jumelages entre groupes africains et estriens. Ce projet de concertation entre cinq régions du Québec permet d'organiser chaque année des tournées de partenaires en provenance de pays africains comme le Zimbabwe, le Burkina Faso, le Rwanda, le Togo ou l'Érythrée... Il suscite également des actions en faveur des droits humains

Depuis 1974, le CSI a réussi à consolider son volet Éducation en adoptant diverses sortes de stratégies de communication directe avec le public : conférences, expositions, animations, événements publics, kiosques d'information, adhésion à des regroupements comme Afrique, Solidarité Canada Sahel. De leur côté, les médias écrits et électroniques sont bien sûr constamment utilisés.

Dès le début, plusieurs groupes se sont engagés dans différentes campagnes de sensibilisation. C'est le cas, pour ne citer que quelques exemples, d'Amnistie internationale, qui mobilise des gens en organisant des campagnes pour la libération des prisonniers politiques, de Rallye Tiers-Monde et Jeunesse du Monde qui organisent des animations sur les pays du Sud dans les écoles estriennes, de Développement et Paix avec ses campagnes de cartes postales et ses sœurs-partage durant le carême...

Mais en vingt ans, le secteur Éducation du public s'est tout de même transformé. Depuis 1990, en effet, le CSI l'a intégré à ses autres secteurs afin de mieux faire connaître les activités de stages et de projets outre-mer. Sans changer son mandat, le volet Éducation du public, désormais intitulé Communications sociales, poursuit avec détermination les mêmes objectifs : informer, sensibiliser et mobiliser les estriens autour de la solidarité internationale.

entre des groupes d'ici et d'Afrique (le Centre de santé des femmes, la Ligue des droits et libertés, le Conseil du statut de la femme, la CSN...). De plus, aux diverses conférences publiques s'ajoute l'édition annuelle du journal Afrique.

Enfin, pour maximiser leur effet, nos partenaires du Sud effectuent régulièrement des tournées de sensibilisation au Québec pour parler non seulement de leurs projets, mais aussi de la réalité de leur pays. À chaque fois, l'expérience a démontré que leur visite augmente indéniablement l'impact éducatif du travail des ONG du Nord.

## Défis et perspectives

Il est évidemment difficile de ne pas reconnaître que le contexte actuel n'est pas particulièrement favorable aux activités d'éducation. Plusieurs organisations d'éducation ont déjà subi des coupures budgétaires drastiques et, selon Nicole Saint-Martin, présidente du CSI : «le paysage où se meut le

Carrefour de solidarité ayant changé du tout au tout au cours des dernières années, il faut démontrer notre capacité d'adaptation à un nouveau contexte...». Et pourtant, cette fonction éducative est plus importante que jamais au moment où le monde devient vraiment un village planétaire. Sensibiliser et mobiliser la population, c'est la noble tâche de l'allumeur de réverbères dans Le Petit prince, et c'était aussi celle des gardiens de phares.

Aujourd'hui, avec les nouvelles technologies, les phares ont changé, mais on continue toujours de chercher des sources fiables pour comprendre ce qui arrive dans le monde. C'est le rôle d'éveilleur des consciences que le CSI et ses membres perpétuent en Estrie avec d'innombrables activités d'éducation à la solidarité organisées chaque année.

## Alexandre Badibanga

Responsable des  
Communications au CSI

## Michèle Boissinot

Agente de projet au CSI

# PROJETS OUTRE

Dans un premier temps, le Carrefour de solidarité internationale (CSI) a accepté de financer entièrement ces projets en faisant appel au fonds du ministère des Affaires internationales - Association québécoise des organismes de coopération internationale (MAI-AQOCI). Par la suite, un accord est intervenu avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour que les fonds recueillis par le CSI et ses groupes membres (Rallye Tiers-Monde, certaines communautés religieuses, etc.) soient doublés. Parallèlement, le CSI continuait bien sûr de soutenir également d'autres projets.

Ces modestes appuis à des ONG du Sud ont représenté les premiers pas d'une croissance du secteur Projets Outre-mer qui s'est énormément accru depuis 1990. Une croissance qui s'explique entre autres par la multiplication des groupes de jeunes stagiaires séjournant au

la coopération internationale et de la gestion de projets pour, entre autres, faire fructifier les sommes recueillies. Ainsi, en plus de l'enveloppe régulière de l'ACDI, le Carrefour présente les projets de ses organismes membres à des fonds spéciaux comme Partenariat Afrique-Canada, Reconstruction et Réhabilitation ou Alliance humanitaire Canada Haïti.

## Parlons chiffres

Il faut bien aborder ce sujet qui, en l'occurrence, est plutôt stimulant. En effet, alors qu'en 1984-85 on parlait d'un budget de 30 000 \$, celui des projets outre-mer présentés en 1990 représentait déjà 350 000 \$ pour atteindre, en 1996, la somme de 580 000 \$. Mais, ce n'est pas tout, car ces années cruciales sont de plus marquées par la naissance de partenariats durables avec des ONG et des associations d'Afrique et d'Amérique latine. Ainsi, au Pérou le CSI développe des liens serrés avec l'organisation de femmes

partenariat intéressant s'est développé au Mali avec l'association Kilabo qui intervient dans tous nos secteurs d'activités: communication sociale, projets outre-mer, encadrement de stages. De plus, le CSI renouait ré-



Un des comités de l'organisation des femmes minières Filomena Tomaira Pacsi.

cemment avec l'organisme dominicain *Centro de planificación y accion ecumenica* (CEPAE), qui avait accueilli le premier groupe de stagiaires de technique de travail social en 1986.

Bien sûr, ces chiffres sont évocateurs. Toutefois, l'importance des liens, sur le plan symbolique, est également à souligner. En effet, ces différents partenariats ont bien sûr permis au CSI d'appuyer des actions porteuses d'avenir pour les populations du Sud, mais aussi de créer une dynamique régionale autour de certains projets et surtout de faire prendre conscience aux jeunes et aux moins jeunes de l'importance de la solidarité internationale.

## Le CSI, un carrefour

Par le biais de son programme de développement outre-mer, le CSI a tenté, ces dernières années, de bien porter son nom en favorisant de façon particulière les contacts entre divers groupes régionaux et du Sud afin que se développent de

forts liens de solidarité. Depuis 1995, le Carrefour axe son appui sur des programmes de développement à plus long terme, des projets s'échelonnant sur plusieurs années, afin de mieux pouvoir évaluer leur impact. Chaque pro-

jections sociales et les stages outre-mer.

## Quand on s'en mêle...

La croissance du secteur Projets Outre-mer du CSI a été en grande partie rendue possible grâce à la mobilisation de nombreux Estriens et Estriennes. À travers les groupes membres, ils sont nombreux à s'impliquer avec conviction pour appuyer des projets de développement. Cette formidable énergie a aidé le Carrefour à déployer les efforts nécessaires dans la recherche de nouvelles sources de financement pour les projets proposés par ses partenaires du Sud. La conjugaison de ces efforts a pour résultat qu'aujourd-

Photo : Carlos "Chino" Dominguez

## L'EXPÉRIENCE

Impossible d'évoquer l'évolution des projets outre-mer sans aborder celui de Dioïla.

En 1992, le CSI décida de s'impliquer dans un programme de quatre ans avec son partenaire malien Kilabo, et Partenariat Afrique-Canada.

C'était la première fois que le CSI s'engageait à si long terme dans un tel programme. L'originalité supplémentaire de ce projet est que Kilabo joue le rôle d'organisme pivot et assume la totale responsabilité de la gestion. Aujourd'hui, à la fin de ce premier programme de quatre ans, les résultats sont plus que significatifs: accroissement du plus revenu individuel et collectif des femmes, formation de puissances et de pépiniéristes, ouverture de comptes en banque pour les groupements tant féminins que masculins. Enfin, un autre constat non négligeable: le renforcement institutionnel

de notre partenaire.

Et puis, au cours de ces quatre années de travail intense, il va sans dire que de forts liens d'amitié se sont développés entre les membres du Carrefour et ceux de Kilabo. Parmi les groupes impliqués dès le début dans cet important projet en cours dans un des pays les plus pauvres de la planète, mentionnons l'important soutien administratif du Service universitaire canadien outre-mer (SUCO).

Par ailleurs, huit agronomes issus du Comité d'entraide mondiale des agronomes (CEMA) sont allés constater sur place la réalité d'un programme de développement qu'ils ont appuyé d'une manière indéfectible pendant les quatre années.

Le groupe Rallye Tiers-Monde Estrie (RTME) également impliqué financièrement a pu, pour la première fois, bénéficier de la



Photo : Alexandre Bahibanga

Un rallye, organisé par le Rallye Tiers-Monde Estrie, pour une levée de fonds.

Nicaragua, en République dominicaine et au Mali. En effet, les stagiaires sont, depuis le début des années 1990, un des groupes les plus importants dans le financement de ces projets. Le CSI met à leur disposition ses connaissances du milieu de

minières Filomena Tomaira Pacsi et, par le biais du groupe Rallye Tiers-Monde Estrie, avec l'association Ayni-Salud. Au Nicaragua, depuis six ans, des activités sont organisées avec l'Union de coopération agricole (UCA) de Nandaime. Enfin, un



# -MER

d'hui, grâce à des programmes mieux articulés et mieux financés, tous en profitent. Enfin, une réussite collective dont on souhaiterait qu'en cette ère d'individualisme, elle ne soit pas l'exception qui confirme la règle.

## Les projets d'avenir

Malgré la diminution de l'aide publique au développement, malgré la disparition de fonds spéciaux pour le financement de programmes particuliers, le CSI a su, au cours des dernières années, faire en sorte d'accroître ses capacités d'intervention.

Pour l'avenir, il faut se rendre à l'évidence que tous les membres du Car-

refour devront faire preuve d'une originalité encore plus grande. Nous devons tous continuer de mettre en commun nos efforts humains et financiers pour soutenir les initiatives et aider à la réalisation des projets proposés par nos partenaires du Sud.

Encore un défi titanesque, mais dont les résultats permettront à coup sûr de faire mentir les tenants de l'individualisme et de la compétitivité tous azimuts!

**Marco Labrie**

Chargé de programme au CSI

AFRIQUE : *Qu'y a-t-il de positif sur le continent?*

## DROITS CIVILS ET POLITIQUES

**En pleine crise dans les grands lacs, l'Afrique donne une fois de plus l'apparence d'être bonne dernière. Mais il est intéressant d'examiner les progrès et les espoirs de celle-ci à l'aube de l'an 2000.**

Malgré des sombres statistiques, des images misérabilistes et des situations dramatiques, les progrès sont pourtant réels dans le domaine des droits civils et politiques. Contrairement aux idées généralement reçues, les populations africaines ont maintes fois démontré leur résistance à l'exploitation et à l'injustice durant l'époque coloniale et après les indépendances. Depuis les années 1990, alors qu'un vent de démocratisation soufflait sur le continent, de multiples organisations locales et internationales spécialisées dans la promotion de la démocratie et du respect des droits humains sont apparues. On en compte aujourd'hui au moins 200. Les efforts de ces organisations non gouvernementales (ONG) sont impressionnants et constituent la base d'une réelle et dynamique « société civile » faisant, dans la mesure du possible, contrepoids au pouvoir d'état.

### Profil des ONG

Le travail quotidien de ces groupes prend plusieurs visages. Il y a d'abord un rôle de **surveillance** et de **dénonciation**. C'est ce que fait par exemple la Ligue burundaise des droits de l'homme qui dénonce, en collaboration étroite avec des partenaires du Nord, le travail des journalistes de la haine de ce pays. Ailleurs sur le continent, ce rôle de dénonciation est également assumé par les syndicats. Chose impensable, il y a quelques années : suite à une récente tentative de coup d'état au Burkina

Faso (le 6 octobre 1996), le Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples a rendu visite aux militaires impliqués afin de vérifier leurs conditions de détention et de recueillir des informations. Soulignons d'ailleurs l'important travail de l'Union interafricaine des droits de l'homme qui regroupe 32 organisations nationales de défense des droits de la personne.



*Les femmes ont joué un rôle capital dans la démocratisation de leurs pays.*

Photo : Alexandre Bachanga

**tation.** Au Rwanda, le Collectif des ligues et associations des droits de l'homme (CLADHO) regroupe quatre organisations de différentes tendances. Le CLADHO organisait en octobre dernier un séminaire sur les questions de sécurité au pays. Un autre collectif rwandais, Pro-femmes Twese Hamwe (qui signifie toutes ensemble), recevait récemment un prestigieux prix de l'UNESCO pour la promotion de la tolérance et de la non-violence. Ce regroupement de 35 ONG oeuvre auprès des différentes « Rescapées du génocide et des massacres, femmes de détenus, veuves, etc. » et travaille à une campagne de paix.

### Société émergente

Les conditions de travail de ces organisations restent difficiles : ils ont des moyens variables, souvent peu d'autonomie financière et le climat politique répressif les empêchent fréquemment de mener à bien leur travail. Malgré le manque d'expérience et de ressources, ces groupes représentent des forces qu'il faut appuyer. Par ailleurs, il ne faudrait passer sous silence une autre composante de cette société civile en émergence : les médias. On observe depuis quelques années une véritable explosion des médias privés et communautaires : principalement les journaux et les radios.

**Barbara Sérandard**

Coordonnatrice d'Afrique Québec (Afrique Québec est un regroupement de cinq organisations non gouvernementales d'éducation à la solidarité internationale situées dans cinq régions du Québec.)

## DU MALI

présence annuelle d'un représentant du Sud dans ses animations scolaires.



*Quelques représentants de l'association Kilabo et du Comité d'entraide mondiale des agronomes, au Mali.*

En 1994 et 1996, quatre jeunes du secondaire sont allés au Mali vérifier l'avancement des activités et l'utilisation des fonds recueillis par le Rallye Tiers-Monde.

### Une solidarité à figure humaine

Une des particularités des projets outre-mer du CSI est que pour un nombre de plus en plus grand d'Estriens et d'Estriennes, la solidarité prend figure humaine. Ainsi, pour les stagiaires de techni-

que le travail social, accompagnateurs et accompagnatrices, jeunes agriculteurs et

agronomes, les mots Mali et Solidarité ne sont plus abstraits car pour eux, ils sont devenus synonymes de Kilabo et de ses représentants. Pour d'autres groupes, la solidarité c'est le Nicaragua, les paysans et paysannes de la coopérative agricole de la Bernardino Diaz Ochoa (BDO) de Nandaime ou les habitants du Barrio Francisco Aguilar. Pour d'autres enfin, la République dominicaine, c'est l'organisation des Canillitas con Don Bosco et les jeunes de la rue.

AFRIQUE : Qu'y a-t-il de positif sur le continent?

## LES PROGRÈS AU NIVEAU DES DROITS SOCIO-ÉCONOMIQUES

**Au delà des images catastrophiques, qu'en est-il des conditions de santé, d'éducation et d'emploi sur le continent africain? À en croire le dernier Rapport mondial sur le développement humain, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le bilan est moins sombre qu'on se l'imagine.**

Au niveau de la santé, les Africains ont prolongé leur espérance de vie de 11 ans depuis les années 1960. L'accès à l'eau potable a doublé durant la même période et le taux de mortalité infantile a connu une réduction significative au cours des trente dernières années. Il reste cependant des besoins considérables : le nombre de médecins demeure nettement insuffisant avec un ratio d'un pour 18 000 habitants; les deux tiers des personnes infectées par le virus VIH dans le monde sont africaines; la malnutrition persiste et le niveau de mortalité maternelle est le plus élevé au monde avec 929 décès pour 100 000 naissances (contre 33 dans les pays développés). Les nouvelles sont aussi bonnes du côté de l'éducation. Le taux d'alphabétisation des adultes a doublé depuis 20 ans : un adulte sur deux est maintenant alphabétisé. Les filles rattrapent rapidement leur retard en scolarisation, notamment au niveau du secondaire où elles représentent maintenant 32 % des inscriptions. Les efforts doivent être maintenus car l'abandon scolaire reste élevé : la moitié des enfants entrant au primaire atteint la cinquième année de scolarisation.

### Exode rural et chômage élevé

Du côté de l'emploi, on observe des modifications majeures depuis les dernières années. Pour l'ensemble du continent, le pourcentage d'emplois

provenant du secteur industriel et des services a presque doublé entre 1965 et 1990, passant de



Par leur participation active à la vie familiale et communautaire, les femmes africaines contribuent de façon importante à l'économie de leurs pays.

18 à 34 %, niveau encore bien faible. Cette statistique cache toutefois une réalité importante. Un bon nombre d'Africains et d'Africaines oeuvrent dans le secteur dit «informel» : en milieu urbain, ce secteur absorbe près des deux tiers des emplois. Le développement

de cette économie souterraine s'explique par deux phénomènes : l'exode rural et le chômage élevé.

Environ 65 % des populations africaines au sud du Sahara survivent grâce à l'agriculture. Avec des récoltes moins bonnes et l'attrait des villes, on assiste à une urbanisation rapide. Des milliers de paysans quittent leurs villages pour la ville où ils occupent alors des petits

métiers (vendeurs ambulants, cireurs de chaussures, etc.). Par ailleurs, l'emploi devient une denrée de plus en plus rare en Afrique. Sous prétexte d'assainir les dépenses publiques, on a congédié des milliers de travailleurs des fonctions publiques et ceux qui restent sont sous-payés. L'embauche est à peu près arrêtée dans les écoles, les hôpitaux, les coffres de l'État étant vides.

### Une image sombre

Le bilan précédent est considérablement assombri par le fardeau de la dette; on constate même des reculs importants dans plusieurs domaines. En fait, la dette et les programmes d'ajustement structurel engendrent des violations quotidiennes des droits socio-économiques. Par suite d'une combinaison de facteurs internes et externes, les pays de l'Afrique subsaharienne ont accumulé des dettes de 211 milliards de dollars, ce qui représente 255 % de leurs revenus d'exportation. Pour

tant, des promesses d'allègement ont été faites à plusieurs reprises (Sommet du G7 en 1991, Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique en 1992, etc.), sans pour autant être entièrement honorées. Des solutions existent, on a proposé la vente d'une partie des réserves d'or du Fonds monétaire international (FMI), l'utilisation graduelle des réserves de la Banque mondiale, etc., seule la volonté politique manque pour alléger l'endettement. Quels progrès enregistreraient les pays africains en matière de développement s'ils ne devaient rembourser ces emprunts massifs? Emprunts contractés pour le financement de projets fortement suggérés par les pays du Nord à partir de 1975 qui avaient intérêt à faire circuler les énormes surplus financiers des pays producteurs de pétrole.

**Barbara Sérandour**  
Coordonnatrice d'Afrique Québec

## UNE GRANDE ET BELLE PARTIE DE MA VIE...

Les mots me semblent insuffisants quand j'ai à partager mes précieux moments vécus en République dominicaine. Ils m'apparaissent également très pauvres face aux riches retombées qu'ont eues sur moi mes expériences outre-mer. Par contre, je suis loin d'être à court de mots devant les raisons qui me poussent à retourner oeuvrer à titre de coopérante volontaire en Amazonie péruvienne.

Stagiaire en 1993, coopérante volontaire en 1994-1995 en République dominicaine, ces expériences exceptionnelles m'ont permis d'assouvir ma soif de connaître davantage le milieu de la coopération internationale.

Étudiante en adaptation scolaire à l'Université de Sherbrooke, j'ai bien d'autres projets qui m'habitent. Mes ambitions ne se limitent plus seulement à un besoin d'enrichissement personnel dans un autre contexte culturel ou de relever un grand défi aux antipodes de mon pays. Je veux désormais y consacrer une grande et belle partie de ma vie. Depuis mon retour, mon expérience dans un pays du Tiers-Monde a guidé un bon nombre de mes choix et engagements personnels et sociaux, mais plus encore, elle oriente et solidifie mon choix professionnel.

Les stages m'ont permis de développer et d'exploiter au maximum mon potentiel

dans un contexte culturel et familial très différent. Sous peu, je récidiverai. J'ai à coeur de m'ouvrir et surtout d'apprendre des différences des autres peuples, des autres cultures. Bref, je suis préparée à affronter les défis qui m'attendent sur ce continent inconnu. Les défis représentent pour moi l'essence même d'un cheminement de vie sain et palpitant.

Lorsque je me risque en un monde inconnu, que je tiens tête et que je triomphe, je me sais transformée sur de nombreux plans, c'est toute une sensation de bien-être, de regain de vie. On ne peut pas laisser l'indolence dominer notre quotidien ou bien la crainte guider notre lendemain.

Jusqu'à présent, j'ai énormément appris en partageant avec les peuples du Sud et je suis convaincue que je retirerai davantage en retournant vivre et travailler avec eux. Cette fois, en plus d'y retourner avec une motivation inébranlable et de nombreux projets, je serai armée de connaissances nouvellement acquises en milieu d'étude. Je suis plus qu'enthousiasmée à l'idée de terminer mes études et de réaliser ce rêve qui me hante, depuis longtemps. Bref, ce stage m'a permis de m'ouvrir et d'explorer de nouveaux horizons pour me sensibiliser davantage sur les besoins des gens d'ici... et d'ailleurs.

**Pascale Lavallée**  
Stagiaire

## LE SÉNÉGAL, UNE DÉMOCRATIE DÉFIGURÉE

Le Sénégal a, pendant longtemps, été l'exemple de la démocratie en Afrique. D'ailleurs ne se plaît-on pas à dire du Sénégal que c'est un pays de *Teranga*, un pays d'accueil! Et qui dit accueil dit aussi ouverture, et surtout, ouverture des mentalités. Quand en 1980 le président poète, Léopold Sédar Senghor quitta le pouvoir après 20 ans d'exercice, il causa une surprise agréable à toute la communauté internationale parce qu'il était le premier président africain à s'effacer sans contrainte ni intérieure ni extérieure.

Jusqu'alors, seulement quatre partis politiques étaient légalement reconnus au Sénégal. Le successeur de Senghor, le président Abdou Diouf, proclame une armistice politique. Douze partis politiques supplémentaires sont créés qui sont tous reconnus légalement.

### « Politique politicienne »

En fait, quand on regarde aujourd'hui le paysage politique sénégalais, on se rend bien compte que le dirigeant actuel faisait alors de la « politique politicienne ». Autrement dit, il a jeté de la poudre aux yeux du peuple sénégalais lui faisant croire en l'avènement d'une époque où désormais le règne serait alterné entre les différentes formations politiques selon les suffrages qui leur se-

raient accordés par la population sénégalaise lors d'élections présidentielles.

Aujourd'hui, 36 ans après son indépendance, le Sénégal est toujours gouverné par la même formation politique, seul parti qui possède la sagesse infuse de diriger le pays. Il est triste d'avouer que les dirigeants du parti au pouvoir, le parti socialiste, ne sont pas là pour servir le peuple sénégalais mais plutôt pour désaltérer leur soif du pouvoir et cela par tous les moyens comme les fraudes électorales. Aux dernières élections présidentielles de 1992, les résultats des suffrages exprimés n'ont été proclamés qu'un mois après le scrutin, du jamais vu au Sénégal; question pour les autorités, semble-t-il, d'ajuster les

chiffres et de se garder le pouvoir. Comment peut-on expliquer qu'un même parti demeure victorieux pendant toutes ces années sinon que sa classe dirigeante a pris goût au pouvoir et veut s'y vautrer comme des cochons dans la boue. Les Sénégalais ont perdu confiance en leurs dirigeants parce qu'ils savent que leurs voix n'ont jamais compté et que les élections ont toujours été des mascarades. Je ne milite dans aucun parti politique sénégalais mais je suis forcé d'admettre qu'une forme de solution pour redonner la confiance aux Sénégalais est l'alternance au pouvoir.

### Un pays d'espoir

Le Sénégal n'est pas un pays riche mais il regorge de cadres de toutes compéten-



Photo : Keystone

Le Président Léopold Sedar Senghor (né en 1906) lors du discours prononcé le 20 juin 1960, à l'occasion de l'indépendance du Mali. Sous ce nom étaient alors regroupés le Sénégal et l'ancien Soudan français. Deux mois plus tard le 20 août 1960, le Sénégal quitte la Fédération. (Hélène D'Almeida-Topor, « Naissance des États africains », Casterman, 1996)

ces qui ont été solidement formés dans les meilleurs universités du monde et qui ne demandent qu'un environnement politique sain,

propice à l'éclatement de leur savoir-faire pour relever les défis auxquels le pays est confronté. Il y a encore de l'espoir que le Sénégal décolle en l'An 2 000 parce que le peuple sénégalais est un peuple digne qui commence à réaliser qu'il doit compter sur lui-même et non sur ses fantoches de dirigeants.

Malgré ce qui a été dit plus haut, le Sénégal demeure un pays plein de potentiel humain, un pays accueillant, un pays qui vibre au concert des nations, un pays où règne la paix malgré quelques soubresauts dans sa région méridionale.

### Alain Théophile Sané

Institut du Cancer  
de Montréal

(Ancien étudiant de  
l'Université de Sherbrooke)

Rencontre Interculturelle des Familles de l'Estrie (RIFE) :

## PAROLES DE PARENTS IMMIGRANTS SUR L'ÉCOLE

Lorsque des parents aux origines diverses se rencontrent, tout naturellement la discussion se développe autour des enfants et de l'école. Un petit livre du RIFE, pour Rencontre Interculturelle des Familles de l'Estrie, recueille pour nous cette parole dont les médias ne se font que trop rarement l'écho.

Ce livre, *Nos enfants et l'école : témoignages de parents immigrants en Estrie\**, nous offre un accès unique à la parole souvent stimulante, parfois décapante, de parents dont le regard neuf sur l'école nous renseigne à la fois sur le parcours de l'intégration, sur la Grande rassembleuse que devrait être l'école et surtout sur nous-mêmes, dont l'origine immigrante a pris depuis quelques générations la couleur d'un coin d'Amérique.

### École et discipline

La lecture de ces témoignages image à la fois de différences mais surtout de nombreuses ressemblances.

Comme tous parents, ces témoins s'interrogent sur la discipline à l'école, les rap-



Illustration : Carlos Zeledon

ports parents/professeurs, sur les programmes et les valeurs présentes qui y sont véhiculées. Comme pour tous parents, les attentes à l'égard de l'institution sont

nombreuses, élevées, ambivalentes.

Bien que les préoccupations à l'égard de l'école soient souvent communes à tous, force est de constater que le rapport à l'institution se voit conditionné par des incompréhensions, des

étroitesse d'esprit, par la nécessité de retrouver un équilibre mais surtout par un manque d'écoute... de ces parents qui ont tant de choses à dire. Ces témoignages toucheront ceux s'intéressant à l'école, comme toutes citoyennes et tous citoyens s'intéres-

sant à un Québec à construire ensemble.

Yves Couturier

\* Cet ouvrage est disponible  
au RIFE, tél. 820-7170

### Extrait de «Nos enfants et l'école : témoignages de parents immigrants en Estrie»

#### INTÉGRATION SCOLAIRE

«Quand tu arrives, tu es étranger, tu n'as pas le droit de parole quand tu ne connais rien ici. Les gens pensent : qui es-tu pour dire que notre système est pourri pour les enfants? En fait le système scolaire monte les enfants contre nous et on n'a pas vraiment le droit de répondre, surtout au début.»

«Vous imaginez, avant de venir ici, je disais à ma femme : «Tu vas voir là-bas, nos enfants vont être bien éduqués.» On avait beaucoup d'espoir. Et là, ce fut une grande déception. En plus, quand il fréquentait l'école en Tunisie, je disais à mon fils : «Tu dois te défendre, mon fils, pour faire ta place. Tu ne dois pas te laisser faire.» Mais on s'est rendu compte qu'ici ça ne fonctionnait pas comme ça. On pouvait comprendre qu'il ait des difficultés. Mais le prof, il me dit : «Ton fils, il faut qu'il soit traité, il faut voir le psychologue ou le psychiatre.» Ça voulait dire ton fils, il est maboul. Pour nous, notre fils, il n'est pas fou, il n'est pas hyperactif, il est débrouillard. Le prof voulait que je lui signe un papier pour autoriser l'école à le traiter, pour dire que j'étais pas capable, que moi aussi, j'étais maboul! Pour eux on était coupable, responsable des difficultés de notre fils. {...} Alors on s'en est occupé et quelques temps après, le prof me dit : «Alors, vous avez vu le psychologue, il est en thérapie? Ça va bien mieux!» Et je répondis : «Non, on lui a fait une thérapie familiale!»

Un risque calculé :

## L'EXERCICE DU MÉTIER DE JOURNALISTE AU TOGO

Au Togo, depuis l'avènement du renouveau démocratique plusieurs journaux privés hostiles à la dictature, ont fait leur apparition. Dans ce contexte, le métier de journaliste en est un à haut risque dans la mesure où des éléments incontrôlés, défendant la dictature, considèrent ceux qui l'exercent comme du gibier à abattre.

La presse privée dans son immense majorité et toutes tendances confondues est constituée de journaux de combat pour lesquels l'urgence de la lutte prend le pas sur toute autre considération.

### Un journalisme de combat au stade artisanal

En raison du faible tirage<sup>1</sup> et vu l'absence de publicité, les journaux vivent au jour le jour et dépendent totalement de la vente des exemplaires. L'essentiel des copies est offert dans la rue par de petits vendeurs à la criée, par des employés, par des grossistes souvent capricieux et en conflit avec les directeurs de publication. Les annonceurs craignent pour leurs entreprises les représailles des sbires

de la dictature qui considèrent les publicités comme un soutien aux journaux favorables à la démocratie.

### Le profil du journaliste de la presse privée

Nombre d'entre eux, des diplômés au chômage sont venus au journalisme plus par nécessité que par vocation. Leur formation est donc acquise sur le tas.

Si les motivations des uns sont purement alimentaires, celles des autres sont militantes. Il s'agit pour ces derniers de mener un combat pour faire triompher la cause qu'ils défendent. La démocratie ou le fascisme.

Au Togo, être journaliste de la presse privée équivaut souvent à un sacerdoce. Les

mois sans salaire sont plutôt la norme pour des organes de presse qui luttent quotidiennement pour leur survie. Cette précarité favorise la corruption des directeurs de publication et des journalistes peu scrupuleux qui n'hésitent pas à opérer des virages à 180 degrés à la moindre sollicitation de ceux qu'ils combattent la veille. Cette situation qui a pris des proportions inquiétantes avec l'avènement du premier ministre d'Eyadéma, et du secrétaire d'État Edem Kodjo, démis de ses fonctions en août 1996, a énormément discrédité la presse privée qui pourtant faisait la fierté des forces démocratiques togolaises.

Le journal *La Tribune des Démocrates*, faute d'avoir pu être acheté, a été interdit

et lourdement condamné par la dictature.

Le journaliste qui s'oppose à la dictature court souvent des risques extrêmes entre la mort, la prison et l'exil. Il



Yadéma au pouvoir en 1963

demeure une cible potentielle pour ceux qui ont peur de la démocratie et qui n'hésitent pas à recourir aux meurtres, aux destructions et à la force armée pour perpétuer un régime impopulaire et illégitime basé sur l'arbitraire.

Épouser la noble cause d'un peuple martyr n'est pas une sinécure, surtout au Togo où du fait de la transition démocratique bloquée, les démocrates sont en train d'assister à la liquidation des acquis du peuple, conquis de haute lutte à la tyrannie.

Le journaliste togolais de demain, sera le journaliste d'un pays pacifié et démocratique qui travaillera dans la sécurité sans être inquiété ou agressé par ceux qui détiennent la force et en abusent.

### Y. Togoata Apedo-Amah

Rédacteur en chef  
*La Tribune des Démocrates*

Ce journal indépendant de presse libre a été victime d'un simulacre de procès par le gouvernement togolais en juin dernier, et a dû arrêter sa diffusion.

Monsieur Apedo-Amah a effectué une tournée d'éducation au Québec avec le Regroupement Afrique Québec en octobre 1996. Il est actuellement au Togo.

<sup>1</sup> Variance de 1 000 à 4 000 copies.

Afrique Québec n° 7

## Médias et démocratie en Afrique du Sud

### AU DELÀ DU NOIR ET DU BLANC

Les premières images nous sont parvenues de Soweto, de Sharpeville, des quartiers de Johannesburg et de Cape Town, où les écriteaux décrétant *Blancs seulement* ou *Interdit aux Noirs* étaient monnaie courante, miroir d'une société fondée sur l'injustice, l'oppression raciale, la domination et l'institutionnalisation du colonialisme. C'était dans les années 60. Intolérables les images provenant de l'Afrique du Sud sous le règne de l'apartheid ont secoué, pendant des décennies, la conscience du monde, contribuant à la chute de l'un des régimes les plus répressifs de la planète.

Dans les années 80 ont succédé les efforts de toute une génération de jeunes reporters et vidéastes, déterminés à offrir au monde les voix, mots et images des *bantoustans*, ces quartiers délimités par des critères raciaux arbitrairement définis. Mais parallèlement à ce flot d'images et d'information du Sud vers le Nord, un autre type de circulation de celle-ci commençait à prendre racine. Grâce à des transmissions radiophoniques clandestines jusqu'aux projections vidéos en plein air, les secteurs les plus marginalisés de la société sud-africaine ont pu commencer à se voir, s'entendre, palper et sentir d'autres réalités.



### Défi de taille

L'accès à l'information est encore l'un des plus grands défis de la nouvelle Afrique du Sud démocratique, celle qui se veut non-raciale, pluriculturelle et multilingue.

Malgré les premières réalisations pourtant non négligeables, elle demeure en matière d'information une société à deux vitesses. D'une part, elle s'insère vertigineusement dans le circuit de l'autoroute de l'information, d'autre part, une partie importante de sa population continue d'être privée des services les plus essentiels en matière de télécommunication, soit l'accès à une ligne téléphonique. L'envers de la démocratisation se fait présente car la levée du monopole de l'État sur la télévision et la radiodiffusion a signifié l'entrée en scène des multinationales de l'information diffusant pour la plupart par satellite.

Exemple, un service de diffusion par câble verra le jour au Zimbabwe, tandis qu'un service par satellite fut établi plus tôt cette année au Malawi l'un des pays les plus pauvres du continent. Mais dans ces pays la démocratisation des ondes et la liberté d'expression dépassent difficilement la rhétorique puisque le plus souvent, l'information est toujours sous le contrôle de l'État. Au Mozambique, au Zambie et en Namibie, on ne compte qu'une poignée de médias indépendants, qu'il s'agisse d'audiovisuel, de radio ou de presse écrite.

### International

Par ailleurs, dans un contexte où l'aide internationale s'effrite, la communication est souvent la première à souffrir, même si l'on s'entend pour dire que celle-ci est une des conditions de la démocratie. Les communicateurs d'Afrique australe croient que même après l'apartheid, l'information doit continuer de jouer un rôle déterminant.

D'après eux, la seule option possible est de miser sur les réseaux régionaux qui pourraient bien être la clé de la viabilité à plus long terme.

Le défi est de taille car les communications doivent affronter des obstacles colossaux, à commencer par l'homogénéisation culturelle promue par le néolibéralisme orthodoxe. Mais, fiers de leur contribution à la chute de l'apartheid, les médias ont déjà commencé à mettre l'épaule à la roue, imaginant mille façons d'assurer que tous les citoyens et citoyennes aient accès aux outils leur permettant de contribuer à la construction de la démocratie naissante, une démocratie qui ne peut être que la leur.

### Manon Hogues

Anthropologue et journaliste  
Coordonnatrice : section Communication,  
Développement du SUCO. MII.

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir l'excellent article intitulé "Médias et post-apartheid: quel avenir?" publié par la revue *ZEBRA*, n° 3, octobre 1995.

Publié dans *Afrique Québec* n° 7

## PROFIL INTERNATIONAL

Notre invitée d'aujourd'hui est Indienne et en m'efforçant de bien parler français, je me rends compte qu'elle parle plus "québécois" que moi. C'est normal, qu'elle me dit; elle est née à Québec! Ce genre de situation cocasse, Lavanya Narasiah connaît bien; alors inutile de m'en faire, je peux continuer l'entretien.

Elle termine tout juste sa dernière année de médecine au CUSE et prépare un voyage de trois mois en Inde. Elle est très bien placée pour parler des erreurs d'interprétation socio-culturelles sur ce pays. Par exemple, saviez-vous qu'une jeune femme a autant d'opportunités pour étudier et travailler en Inde qu'au Québec?

## La situation de la femme

Selon Lavanya, la situation de la femme en Inde a beaucoup évolué ces dix dernières années. Elle explique qu'une grande majorité de la population n'est pas de religion musulmane mais hindouiste et qu'en fait il s'agit plus d'une philosophie que d'une religion. La femme y est très respectée et son rôle est central malgré ce que peuvent nous laisser croire les médias.

La parenté de Lavanya vit à Bangueleur, dans le sud du pays, mais ses parents et son frère vivent ici. Les fil-

les sont majoritaires dans la famille, me dit-elle. Alors comment expliquer ce qu'on entend sur la prédominance masculine et de ces avortements à répétition? Elle m'avoue qu'il est difficile de juger de cette situation tellement les croyances et les coutumes sont nombreuses. Selon son expérience, les classes moyenne et haute ne s'en préoccupent pas du tout. Dans les classes pauvres cepen-

presque d'une mode de se faire avorter si le fœtus est féminin. À tout le moins, il s'agit d'un phénomène isolé. Dans les fermes, la femme a tout autant sa place qu'un homme; du travail manuel dans les rizières jusqu'à l'entretien ménager.

La question du mariage en Inde est toujours teintée de la dote traditionnelle offerte à la famille du marié. Il est à noter que cette prati-



Ici on peut voir Lavanya et la formation SERTAO offrant un spectacle en plein air qui a lieu chez des amis.

dant, cette pratique a toujours lieu, surtout dans le nord de l'Inde où il s'agit

que est illégale devant la loi et que seule une minorité la pratique. C'est tout

aussi vrai en ce qui concerne les programmes de contrôle des naissances instaurés soit par le gouvernement soit par les Nations-Unies. Les couches pauvres de la société acceptent mal cette pratique alors que, justement, leur seule richesse est leur famille. Notre invitée déclare candidement que dans la mentalité des classes défavorisées, les traditions et les valeurs tendent vers l'entraide. Voilà selon elle pourquoi les plus pauvres ont su garder le sourire et que les plus riches sont constamment énervés par leurs problèmes...

## La médecine et le chant

Elle aimerait commencer sa carrière en pratiquant la médecine un peu partout dans le monde. Ceci dénote une grande curiosité et une soif d'apprendre à travers l'infinie diversité des peuples et de leurs coutumes. Elle avoue que le fait d'être traitée différemment la choquait par le passé. Maintenant, elle y porte moins d'attention et est très fière d'être démarquée et différente en puisant les bons côtés des deux mondes. En général, elle ne trouve pas la société québécoise bornée. Elle a vécu

cependant des expériences où elle a eu plus de facilité à trouver "l'humain" chez un pêcheur de la Gaspésie que chez une personne éduquée et cultivée où l'origine, l'accent et l'apparence vont prendre trop d'importance.

Un côté très développé dans la vie de Lavanya est la musique! Son père lui enseigna le chant alors qu'elle était toute petite. Aujourd'hui, il peut aller la voir en spectacle! En effet, elle est la voix du groupe SERTAO depuis presque deux ans. Le groupe s'inspire du reggae et de la musique brésilienne pour offrir des versions personnalisées. Bien que le groupe fut formé pour le plaisir, des compositions originales sont à suivre. Les membres, au nombre de huit, ont déjà joué au Festival des Rythmes du Monde de Sherbrooke et aimeraient participer au Festival de Jazz de Montréal et au Festival d'été de Québec. En ce moment, Lavanya est à Bangueleur, ou dans les environs, jusqu'en avril pour étudier le chant traditionnel indien et découvrir un peu plus son héritage.

Stéphane Soucy

## LES PHILIPPINES

Un archipel de 7 107 îles régulièrement balayées par les typhons où les volcans sont actifs. Un pays de passion et de beauté, un fragment d'Amérique latine dans le Pacifique, telles sont les Philippines, qui doivent leur nom à Philippe II d'Espagne. Les îles totalisent une superficie d'environ 300 000 km<sup>2</sup> (à peu près celle de l'Italie), mais elles se dispersent sur une superficie océanique triple.

Les Philippines furent créées par un mouvement de l'écorce terrestre il y a 50 à 60 millions d'années; elles comptent plus de 30 volcans actifs. Les tremblements de terre y sont fréquents et le plus important d'entre eux eut lieu en 1976 et causa 8 000 morts. De ces 7 107 îles, seulement 400 sont habitées. Les premiers habitants connus, il y a 25 000 ans, furent les Négritos ou Pygmées, dont on pense qu'ils sont arrivés par une langue de terre émergée qui existait alors entre les îles et le continent asiatique.

Les langues qui y sont parlées sont : le philippin, l'anglais, l'espagnol et divers dialectes locaux. Sa capitale est Manille et



Photo : David Barbour

la religion principale est la chrétienté à 92 % dont 85 % sont catholiques romains. Venez en apprendre davantage sur ces magnifiques îles du Pacifique lors d'une soirée

d'échanges culturels (S.E.C.) qui aura lieu le 15 février à la salle Saint-Laurent située au 222 de la rue Frontenac à 19 h 30. Il y aura une mini-conférence et un vidéo, suivis d'une période de questions. Vous pourrez admirer des objets d'artisanat et prendre un léger goûter typique des Philippines sur une musique d'ambiance. Pour connaître le coût minime de cet activité, vous pouvez communiquer au (819) 564-7773.

Noëlla Fauteux  
Le Mouvement Multiethnique

L'EMBARGO TUE  
4 500 ENFANTS PAR MOIS

Selon l'ONU, 4 500 enfants irakiens de moins de cinq ans meurent chaque mois des conséquences du blocus qui frappe leur pays depuis six ans. Ils sont mal nourris, mal soignés. Les fonctionnaires internationaux leur ont même trouvé un petit nom : "génération perdue de l'embargo".

En six ans, la mortalité infantile a été multipliée par deux dans les villes irakiennes. Dans les campagnes, ce taux a été multiplié par sept. La scolarisation en primaire concernait 80% des enfants avant la guerre du Golfe. Aujourd'hui ils ne sont plus que 41% à se rendre sur les bancs d'école.

"Hep! Washington, y a des gamins qui crèvent!" "Allez le dire à Saddam", répondit l'écho. L'ONU pleure sur les bébés. Mais elle vient, (...) de prolonger l'embargo. Car Bagdad refuse toujours de livrer les secrets de ses

usines à pétards chimiques et a fait capoter l'opération "nourriture contre pétrole" en allant soutenir les Kurdes de Barzani.

Calcul élémentaire : sachant que Clinton devrait rester encore quatre ans à la Maison-Blanche, que Saddam Hussein semble en pleine forme, et qu'il meurt 6,25 petits Irakiens à l'heure, combien de temps le jeu de con peut-il durer?

P.S.

Source : Charlie Hebdo  
Déc. 1996

## UN RÉSEAU POUR RÉSISTER AU DELÀ DES FRONTIÈRES

En juillet dernier, plus de 3000 personnes provenant d'une quarantaine de pays ont participé à la Rencontre intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité organisée dans le Chiapas par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Pour tisser des liens entre les luttes du monde entier, ils ont décidé de créer un réseau mondial de résistance au néolibéralisme. Face à la logique suicidaire de la compétitivité qui met les pays, les régions et les individus les uns contre les autres, il s'agit ni plus ni moins que de mondialiser les résistances.

Au Québec comme ailleurs, l'idée fait du chemin. À Montréal, une trentaine de groupes et d'individus ont répondu à l'appel lancé en octobre par le Réseau de solidarité avec le Mexique, parmi lesquels le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE), très impliqué dans l'organisation des mobilisations et grèves étudiantes de cet automne, qui ont fait reculer le gouvernement sur la question des frais de scolarité.

Tel que proposé dans la Seconde déclaration de la Realidad, issue de la Rencontre au Chiapas, le Réseau intercontinental de résistance doit lier différentes résistances dans le monde et permettre leur appui mutuel. Le Réseau ne doit cependant pas avoir de centre décisionnel, de commandement central, ni de hiérarchie. Parmi les moyens actuellement

utilisés pour que les liens se tissent horizontalement entre les résistances : Internet, un bulletin multilingue produit en rotation par les groupes européens, une deuxième rencontre continentale européenne tenue fin décembre, des rencontres locales comme celles de Vancouver, Toronto et Montréal, une deuxième Rencontre intercontinentale contre le néolibéralisme qui se tiendra en Europe en 1997.

### Consultation populaire

Comment donc organiser un Réseau de résistance au néolibéralisme quand la population voit ses conditions de vie se détériorer et n'a plus son mot à dire sauf pour mettre son X, une fois aux quatre ans, devant l'un ou l'autre nom des partis politiques? Ces partis sont tous du pareil au même car derrière eux, ce sont les hom-

mes d'affaires, les économistes et les comptables qui gèrent la société comme deux colonnes de chiffres.

### Parole et pouvoir collectif

Pour redonner une parole et un pouvoir collectif à la population, l'idée d'organiser une grande consultation populaire autonome est survenue durant la Rencontre de l'été dernier. Il s'agit d'inciter le plus grand nombre possible à se prononcer sur la Seconde déclaration de La Realidad centrée sur la création d'un Réseau intercontinental de résistance et d'en profiter pour lancer des débats, nouer des liens, mieux s'organiser ensemble.

Au Québec, le MDE s'est déjà prononcé pour une consultation populaire (qui inclura aussi des questions liées à l'éducation) dans le milieu étudiant, à la mi-fé-

vrier. Une rencontre pour planifier cette consultation populaire avec d'autres secteurs intéressés (syndicats, groupes populaires et communautaires, etc) aura lieu les 17 et 18 janvier à Montréal. Nous déciderons alors de la pertinence d'ajouts au programme anti-néolibéralisme québécois (coupures, déficit zéro, etc) et sur les formes de résistance à préparer. Puis, chaque secteur y joindra les points spécifiques à son milieu.

Espérons que la consultation populaire impulsera des débats, et conduira à des actions de résistance aux politiques néolibérales que nous servent nos gouvernements. Comme ont dit les autochtones zapatistes il y a trois ans, Ya Basta! C'est assez!

**Louise Boivin**

Journaliste indépendante



Si vous désirez organiser une consultation populaire dans votre milieu, contactez le Réseau de résistance au néolibéralisme  
Tel : 514-276-0827  
Fax : 514-276-6400  
Internet: email m205526@er.uqam.ca

Adresse postale:  
660 rue Villeray Est, local 34  
Montréal (Québec) H2R 1A1

## DES RUINES DU DÉVELOPPEMENT



**Wolfgang Sachs  
Gustavo Estéva**

Publié par Écosociété

Deux auteurs dénoncent, 45 ans de "développementalisme". Sachs touche tous les aspects du développement : origine, discours, colonialisme déguisé, technologie, "experts", récupération de l'idée d'environnement, rôle dans la disparition des cultures, mort lente et transformation.

Ce nouvel impérialisme promet la richesse à tous les peuples. Mais l'auteur démontre bien ce que tous savent : il s'agissait d'un leurre dont le résultat est de provoquer la disparition de la diversité humaine, d'instaurer une ère de misère, reproduisant la société américaine.

Estéva rend compte des expériences de la société où il vit. Il bâtit un autre épanouissement des peuples, une société autogérée, qui ouvre une voie de dignité pour le monde.

Vue d'ensemble de l'aide au Tiers-Monde, de la menace de nivellement et de la perte d'authenticité qui s'ensuit. Deux auteurs qui se complètent parfaitement.

## À L'OMBRE DE ZAPATA VIVRE ET MOURIR AU CHIAPAS par Marie-José Nadal

Dans cet ouvrage, Marie-José Nadal fait le point sur la situation dans le Chiapas et analyse les différentes phases du conflit qui s'y déroule depuis plus d'un an entre l'EZLN et l'État mexicain.

Son étude se fonde sur des documents originaux (textes et communiqués de l'EZLN et des autorités mexicaines),



Édition la pleine lune  
272 pages 24.95\$

traduits de l'espagnol et présentés intégralement dans la deuxième partie du livre.

Il s'agit donc d'un outil indispensable pour bien comprendre les enjeux de cette lutte meurtrière qui a éclaté en réponse à un néolibéralisme qui n'a que faire des oubliés de la terre.

## BEIJING, COMME SI VOUS Y ÉTIEZ...

Beijing.

Plus de 70 allocutions présentées par des femmes d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique dans un ouvrage de plus de 350 pages disponible maintenant!

Un document essentiel pour toutes celles qui veulent avoir un outil concret pour faire le point sur la situation et les perspectives du mouvement des femmes à tra-

vers le monde.

*Voir le monde à travers les yeux des femmes* est distribué par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international :

3680 rue Jeanne-Mance #  
440, Montréal, Qué H2X 2K5  
Tel: (514) 982-6606

Prix : 10\$ + 3\$ frais d'exp. = 13\$



*Voir le monde à travers les yeux des femmes* rassemble TOUTES les interventions des plénières du forum des ONG sur les femmes à

## INTERNET : L'AUTOROUTE DES PRIVILÉGIÉS

Voilà peu de temps qu'Internet a fait irruption dans notre vie que déjà plusieurs Québécois en ont entendu parler. C'est ce que dévoilent les résultats d'un sondage, réalisé par la boîte Ad hoc recherche<sup>1</sup>, indiquant que neuf Québécois adultes sur dix connaissent Internet. Cependant, prendre conscience de l'existence de cet instrument d'information ne signifie pas pour autant y avoir accès puisque seulement 23 % de la population adulte l'utilise que ce soit au travail, à la maison ou ailleurs. Outre le fait de nous apprendre que peu de Québécois sont abonnés à un service d'accès à Internet, l'enquête d'Ad hoc recherche nous révèle qu'en général les internautes se retrouvent aussi dans les plus riches sphères de la société.

### Profil de l'internaute

En effet, ce sondage révèle que le taux d'accès diffère de manière impressionnante selon le revenu des répondants. Les ménages à haut revenu (60 000-80 000 \$) sont beaucoup plus branchés que ceux à faible revenu (moins de 40 000 \$), soit 16 % contre 4 % respectivement. Une autre étude démontre elle aussi que l'internaute québécois bénéficie d'un revenu annuel élevé qui se situerait autour de 50000 \$.

Si l'on examine l'accès à Internet en fonction de certaines caractéristiques telles que le degré de scolarité, le sexe, la langue et l'âge des internautes, on constate qu'il existe des différences considérables. Par exemple, les personnes ayant une formation universitaire utilisent Internet dans une proportion de 41 % par rapport à 33 % chez ceux qui ont une formation collégiale et à 9,5 % chez ceux qui ont une formation de niveau primaire ou secondaire. Des écarts apparaissent également lorsqu'on observe le sexe et la langue des utilisateurs : les hommes (8 %) naviguent plus que les femmes (5 %) et 5 % des ménages francophones y sont abonnés contre 11,5 % des non francophones. De plus, une différence quant à l'âge des internautes se dégage des résultats du sondage. Ainsi, le taux d'accès est de 35,5 % chez les 18-34 ans, de 24,5 % chez les 34-54 ans, mais de 5 % seulement chez les 55 ans et plus.

### Un accès à la mesure des moyens

À la lumière de ces résultats, on peut en conclure, tel que le fait Michel Cartier du magazine *Les Affaires*, que l'internaute s'inscrit habituellement parmi les "privilegiés de la société" puisqu'il est souvent un homme jeune, scolarisé et à l'aise financièrement. Voilà de quoi susciter quelques questions sur l'accès réel à cet outil. Étant donné l'amplitude du phénomène Internet et le fait qu'il semble présentement réservé aux "mieux-nantis", il est devenu impératif, dans un avenir rapproché, de s'interroger sur les moyens d'élargir l'accessibilité à Internet en augmentant, par exemple, son accès dans les lieux publics ou en éduquant gratuitement les gens à son exploitation et, également, à son utilité. Ce serait du moins un premier pas vers une utilisation plus démocratique de cette précieuse source d'information qu'est l'Internet.

**Julie Boudreau**  
pour le CPDE  
(Centre populaire de documentation de l'Estrie)

<sup>1</sup> Les informations présentées proviennent de l'article de Jean-Paul Gagné publié en page 7 du magazine *Les Affaires* (25 novembre 1996) et de celui de Michel Cartier en page 6 du même numéro.

## Le Centre Populaire de Documentation

### ... Pour en savoir davantage

- ..... Sur les médias
- ..... La publicité
- ..... L'intervention communautaire

Nous offrons des activités de groupes, pour nous aider à mieux comprendre la réalité médiatique qui nous entoure.

.....  
Revue, journaux, livres, revues de presse...

187, rue Laurier, local 316

821-2270

Des réponses par écrit c'est mieux :

## SAVOIR SE PROTÉGER DANS UN CONTEXTE DE MONDIALISATION

Avec la diminution constante des barrières légales et tarifaires au commerce mondial, alliée au développement rapide des télécommunications (le marketing sur internet), les consommatrices et consommateurs seront de plus en plus sollicités par des marchands, petits ou gros, qui n'ont pas de place d'affaires au Québec.

Que ce soit pour des breloques, des livres rares, des logiciels ou des équipements complexes jusqu'au système d'investissement « à paliers multiples », il n'y a plus de frontières au commerce et aux combines de toutes sortes... et aux pratiques abusives ou frauduleuses. Il importe donc de savoir et de toujours se rappeler que rien ne peut protéger réellement le consommateur qui fait affaire directement à l'extérieur du pays. Les lois du Québec concernant la protection du consommateur ne sont pas applicables hors Québec et les lois fédérales n'ont aucune portée sur les entreprises étrangères. Et ce n'est pas demain la veille de l'application d'une charte internationale de protection à la consommation!

Précisons qu'il ne s'agit pas du tout de boycotter les produits extérieurs, mais bien de s'assurer que vos droits seront respectés. La meilleure solution, semble-t-il, reste de favoriser l'achat chez nous, (y compris de produits étrangers), chez des commerçants connus qui se feront un plaisir de préciser leur politique de vente... bref, qui répondront à toutes vos questions (mais il faut les poser!).

### La sagesse

La plupart des commerçants de la région sont des gens honnêtes qui ne souhaitent que des clients satisfaits : c'est leur meilleure publicité et il ne faut pas hésiter à le leur rappeler! Mais si vous commandez (par téléco-

internet ou par lettre) d'une entreprise située à l'étranger et que nous n'êtes satisfaits, pour quelque raison (couleur, taille, etc.), les chances d'obtenir satisfaction dépendent uniquement de la bonne volonté de l'entreprise : aucune loi ne vous protège; ni l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) ni l'Office de protection du consommateur (OPC) ne pourront vous aider.

La plus grande prudence est fortement conseillée. Assurez-vous du sérieux d'une entreprise étrangère avant d'envoyer un montant d'argent. Méfiez-vous si on vous demande de payer avec la commande plutôt qu'à la réception et aussi des aubaines trop bonnes pour être vraies.

Finalement, n'est-il pas plus simple et surtout plus rassurant d'acheter en région? En exigeant un service satisfaisant et des réponses claires, vous contribuez à améliorer la fiabilité du commerce pour toute la population.

**Alain Robert**  
ACEF Estrie

**Services communautaires**  
Vous avez besoin d'information concernant votre assurance-emploi, contactez :  
**Le Mouvement des Chômeurs Chômeuses de l'Estrie inc. (MCCE) :**  
566-5811

Vous êtes inquiets concernant l'aide sociale et sa réforme, rejoignez :

**Action Plus :**  
564-4418

Vous avez des difficultés pour remplir vos déclarations d'impôts? Des cliniques gratuites sont offertes avec service garderie par :

**Le Service budgétaire populaire (SBP)**  
563-8662

LA TABLE RONDE DES  
**WEP**  
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314  
Sherbrooke, Qué., - J1H 4Z4

Tél.: (819) 566-2727

## LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à s'offrir
- Une force en devenir

## BIENVENUE AU MARIAGE DU MONDE ET DE LA POÉSIE

Le théâtre est un lieu où des personnages jouent et racontent notre vie. Des mots issus d'une « symbiose drame et poésie », comme le décrit si bien l'artiste, flottent sur une scène. Des personnages s'illuminent, des comédiens brillent sous le feu de la rampe. L'heure a sonné. Le spectacle commence. Bienvenue au mariage du monde et de la poésie. Bienvenue à la rencontre de Normand Canac-Marquis.

L'homme de théâtre et de lettres, raconte que la magie des mots, de la poésie théâtrale alliée au jeu théâtral reflètent le monde, ses bonheurs et ses souffrances.

Un passionné de la vie, du théâtre et de l'art, Canac-Marquis croit que celui-ci exprime le portrait d'une société, tout en dévoilant au public une dimension cachée, celle de l'imaginaire.

### Un hasard « prévu » par le destin

Avec une rare simplicité, l'artiste se souvient d'un hasard, prévu, par le destin qui l'a conduit vers le théâtre et l'écriture.

Il raconte, « En 1966, je fréquentais une école « pilote » si l'on peut dire. À cette époque, je travaillais le soir et la nuit. [...] Le cours de français se donnait le matin, je le manquais donc souvent. La responsable de la discipline, [...] finit par comprendre et me dit « Écoutes, inscris-toi à la troupe de théâtre dont les activités se déroulent à un moment qui te convient

mieux et cela comptera pour un cours de français ». Je suis alors entré dans le jeu et j'y ai pris goût. C'est comme cela, que cette fascinante aventure théâtrale et littéraire a commencé.



### Le théâtre communautaire

Après ses études au Conservatoire, il rejoint les rangs du théâtre Parmi nous : « On faisait nos spectacles à partir de thèmes sociaux comme la pauvreté, la situation de la langue au Québec, etc. C'était durant les années 70. On voulait dénoncer des situations sociales difficiles, apporter une dimension différente.

C'était du théâtre d'engagement. [...] qui a duré sept ans. C'était du théâtre populaire et je retirais beaucoup de plaisir à y participer parce que nous étions près des gens ».

Au début des années 80, alors qu'il joue régulièrement au théâtre, il ajoute une deuxième corde à son arc : l'écriture. « J'ai écrit pour le théâtre au début, puis le théâtre m'a mené vers l'écriture pour la télévision. J'ai découvert en l'écriture un moyen d'expression important, qui me satisfaisait beaucoup ».

### L'importance du pardon

En 1994, Canac-Marquis joue au théâtre Quat'Sous dans la pièce *Les années*, écrite par l'Américaine Cindy Lou Johnson. Dans cette pièce qui connut un immense succès, il joue le rôle d'un agresseur qui, plus tard, sauve sa victime.

L'intensité et la profondeur de son interprétation révèlent un talent certain de communicateur d'émotions et d'idées. « C'est un

personnage énigmatique et attachant. Il représente [...] l'allégorie du pardon, du remord, du destin. Il y a toute une souffrance cachée dans ce personnage. En fait, il m'a beaucoup fait réfléchir sur l'importance du pardon à soi-même et aux autres [...]. »

Tout dernièrement, on a pu le voir au théâtre Espace Go dans *Jacques et son maître*; une pièce qui fait réfléchir sur des questions existentielles et essentielles.

### L'art, culture de masse?

À cette question, l'artiste répond « Comment un développement idéologique et social peut avoir lieu sans qu'on y privilégie une culture artistique qui nous identifie en tant que nation unique et multiculturelle et non en tant que société de masse?

La vraie culture est primordiale et devrait être, tant par son contenu que par son coût, accessible à tous. Elle doit refléter la vie des gens, sans être aliénante. Et c'est vrai, l'art est souvent et malheureusement devenu sous l'influence des médias une culture de masse. Ce pouvoir envahit toutes les sphères de la société, y compris la culture. Pour répondre aux besoins des médias, certains artistes obéissent à la tendance, ce qui crée une uniformi-

sation dans la culture, qui elle devient « une culture de masse » Je crois qu'il est possible de vivre de son art en demeurant intègre.

### Séries et téléromans

Plus récemment encore, il a signé la version française de *Deux sur une bançoire* et réalisé l'adaptation française de *Variation sur le canard* de David Mamet. Il a joué aussi dans les pièces *Les jumeaux d'Urantia* et *Jacques et son maître*.

Il écrit pour le théâtre et la télévision (entre autres *Graffiti et Tendem*). La pièce *Leitmotiv*, qui gagne actuellement la reconnaissance du public, constitue sa toute récente oeuvre littéraire. On peut aussi voir le comédien dans le téléroman *412*.

Normand Canac-Marquis, sensible aux questions d'ordre social, ne cessera jamais d'être près de son public parce qu'il sait rester lui-même dans tout ce qu'il entreprend. La passion, la simplicité, l'ouverture aux autres cultures ainsi que l'intérêt pour son public lui valent la joie qu'il connaît depuis toujours à être comédien, auteur, traducteur : une histoire d'amour qui ne fait que commencer...

Maryse Dumont

### S'abonner c'est se donner les moyens de mieux s'informer

Abonnement régulier . . . 15 \$  
Institutions, organismes . . . 20 \$  
Note: le prix inclut la TPS

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de \_\_\_\_\_ \$ pour \_\_\_\_\_ abonnement(s) adressé à Entrée Libre  
187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec), J1H 4Z4

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_



Le financement des  
groupes populaires

## URGENT!

Recherchons équipiers et équipières pour faire :

- Rédaction  Photos  
 Enquêtes  Montage

Se joindre à l'équipe d'*Entrée Libre* permet de s'impliquer humainement dans le quartier.

Contactez-nous: 821-2270